|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2017 Genève, 15-25 mai 2017** | **logo_F_** |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 10** | **Document C17/40-F** |
| **11 mai 2017** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION | |

|  |
| --- |
| Résumé  Le rapport du Vérificateur extérieur des comptes porte sur la vérification des états financiers pour l'exercice 2016.  Suite à donner  Le Conseil est invité à examiner le rapport du Vérificateur extérieur des comptes pour l'exercice 2016 et à **approuver** les comptes tels qu'ils ont été vérifiés.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  [*Règlement financier (édition de 2010)*](http://www.itu.int/council/finregs/Regl_Fin_10e.pdf)*: Article 28 et mandat additionnel* |

  
Corte dei conti

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR EXTÉRIEUR DES COMPTES  
  
  
**UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS   
(UIT)  
  
Vérification des états financiers pour l'exercice 2016**

**10 mai 2017**

TABLE DES MATIÈRES

Page

[INTRODUCTION 4](#_Toc482967227)

[ATTESTATION DE VÉRIFICATION 6](#_Toc482967228)

[STRUCTURE DES ETATS COMPTABLES 10](#_Toc482967229)

[ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 2016 10](#_Toc482967230)

[ACTIFS 10](#_Toc482967231)

[Actifs courants 10](#_Toc482967232)

[Trésorerie et équivalents de trésorerie 10](#_Toc482967233)

[*Mise à jour des listes des signatures autorisées dans le cas d'une banque* 11](#_Toc482967234)

[Placements 11](#_Toc482967235)

[Créances 11](#_Toc482967236)

[Autres créances courantes 12](#_Toc482967237)

[Stocks 12](#_Toc482967238)

[Actifs non courants 12](#_Toc482967239)

[Immobilisations corporelles 12](#_Toc482967240)

[*Le registre des actifs* 13](#_Toc482967241)

[Immobilisations incorporelles 13](#_Toc482967242)

[PASSIFS 14](#_Toc482967243)

[Passifs courants 14](#_Toc482967244)

[Fournisseurs et autres créanciers 14](#_Toc482967245)

[Produits différés 14](#_Toc482967246)

[Provisions 14](#_Toc482967247)

[Responsabilité financière 15](#_Toc482967248)

[Emprunts et dettes financières 15](#_Toc482967249)

[Autres passifs courants 15](#_Toc482967250)

[Passifs non courants 15](#_Toc482967251)

[Récapitulatif des avantages du personnel 16](#_Toc482967252)

[Avantages du personnel à long terme 16](#_Toc482967253)

[Avantages du personnel: primes d'installation et de rapatriement 16](#_Toc482967254)

[Avantages du personnel: assurance maladie après la cessation de service 17](#_Toc482967255)

[L'actif net négatif est imputable aux passifs actuariels 17](#_Toc482967256)

[Une étude actuarielle complète doit être menée 17](#_Toc482967257)

[Retrait de la CAPS: un règlement difficile 18](#_Toc482967258)

[Avantages du personnel: Caisse d'assurance du personnel   
(Caisse des pensions close de l'UIT) 18](#_Toc482967259)

[ACTIF NET 18](#_Toc482967260)

[ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE 2016 19](#_Toc482967261)

[Produits et charges 19](#_Toc482967262)

[Personnel 19](#_Toc482967263)

[Renforcer le rôle du Comité d'évaluation 25](#_Toc482967264)

[ETAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016 30](#_Toc482967265)

[TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016 30](#_Toc482967266)

[COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTISÉS ET DES MONTANTS EFFECTIFS POUR L'EXERCICE 2016 30](#_Toc482967267)

[CAISSE D'ASSURANCE DU PERSONNEL 30](#_Toc482967268)

[PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication   
(FD-TIC) ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE 31](#_Toc482967269)

[Annexe I – Suivi des recommandations de nos rapports précédents 33](#_Toc482967270)

[Annexe II – Suivi des recommandations émises par le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse (SFAO) 46](#_Toc482967271)

[Annexe III – Suivi des suggestions de nos rapports précédents 48](#_Toc482967272)

# INTRODUCTION

Les bases juridiques de la vérification effectuée par les Vérificateurs extérieurs des comptes sont énoncées dans l'Article 28 du Règlement financier de l'UIT (édition de 2010) ainsi que dans le Mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes.

Le présent rapport a pour objet de communiquer au Conseil les résultats de la vérification que nous avons effectuée.

La vérification portait sur le Rapport de gestion financière de l'UIT au 31 décembre 2016, les comptes budgétaires et leur concordance.

Les exercices financiers sont régis par les dispositions de la Constitution et de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et par les prescriptions du *Règlement financier et des Règles financières* de l'UIT, en conformité avec les Normes comptables pour le secteur public international (normes IPSAS).

Les vérifications des comptes de l'UIT pour l'exercice 2016 ont été effectuées selon les Normes de l'Organisation internationale des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (INTOSAI) et le régime IPSAS et conformément au mandat additionnel faisant partie intégrante du Règlement financier de l'Union.

Nous avons organisé les travaux conformément à la stratégie qui est la nôtre en matière de vérification de manière à obtenir une assurance raisonnable de l'absence d'inexactitudes significatives dans les états financiers.

Nous avons évalué les principes comptables et les estimations correspondantes faites par la direction ainsi que l'adéquation de la présentation des informations dans les états financiers.

Nous avons examiné par sondage un certain nombre d'opérations et la documentation correspondante et avons obtenu suffisamment d'éléments probants fiables en ce qui concerne les comptes et les données figurant dans les états financiers.

Par conséquent, nous avons obtenu, dans le cadre de la vérification, des éléments suffisants pour fonder l'opinion formulée ci-dessous.

Au cours des travaux de vérification, toutes les questions ont été clarifiées et examinées avec les fonctionnaires responsables.

Mes collaborateurs se sont régulièrement entretenus avec M. Alassane Ba, Chef du Département de la gestion des ressources financières de l'UIT, ainsi qu'avec d'autres collaborateurs de son département et d'autres départements, en fonction du thème traité.

Le résultat de la vérification a été communiqué le 2 mai 2017.

Conformément au § 9 du Mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes, concernant les commentaires du Secrétaire général à insérer dans le présent rapport, ce dernier nous a informés par l'intermédiaire de ses collaborateurs durant la discussion finale du 4 mai 2017 que ses commentaires allaient nous parvenir. Ces derniers nous sont bien parvenus le 9 mai 2017 et ont été dûment intégrés dans le présent rapport.

Nous avons effectué la vérification du Rapport de gestion financière de l'UIT sur les comptes de l'Organisation, qui donne les résultats financiers au 31 décembre 2016, présentés conformément à l'Article 28 du *Règlement financier (édition de 2010)*.

Un rapport de la direction portant sur les comptes pour l'exercice 2016, signé par le Secrétaire général et le Chef du Département de la gestion des ressources financières, a été inséré dans les états financiers et fait partie intégrante de la documentation relative à la vérification des comptes.

Nous avons également reçu la déclaration sur le contrôle interne pour 2016, signée par le Secrétaire général le 21 mars 2017.

Nous avons présenté les résultats de nos vérifications sous la forme de "Recommandations" et de "Suggestions". Les Recommandations s'inscrivent dans le processus de suivi effectué par le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines, tandis que les Suggestions sont suivies uniquement par le Vérificateur extérieur des comptes. Toutefois, en principe, le Conseil de l'UIT peut, le cas échéant en s'appuyant sur les avis formulés par le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG), charger le Secrétaire général de mettre en oeuvre une "Suggestion", lorsque cela est jugé nécessaire.

En outre, nous avons procédé à la vérification des comptes d'ITU Telecom World pour l'exercice 2016, conformément au point 6 du *décide* de la Résolution 11 (Guadalajara, 2010) de la Conférence de plénipotentiaires.

Nous soulignons que cette année, est entrée en vigueur une version révisée de la norme de vérification internationale (ISA) 700 (Fondement de l'opinion et rapport sur des états financiers), portant modification de la présentation et du contenu de l'attestation de vérification. A sa dernière réunion qui a eu lieu en décembre 2016, le Groupe des vérificateurs extérieurs des comptes de l'Organisation des Nations Unies a étudié la question susmentionnée. Nous avons communiqué à la direction les modifications apportées à l'attestation de vérification.

Enfin, nous tenons à exprimer nos remerciements pour l'obligeance et la disponibilité dont ont fait preuve tous les fonctionnaires de l'UIT que nous avons sollicités pour obtenir des renseignements et des documents.

  
Corte dei conti

# ATTESTATION DE VÉRIFICATION

**Opinion**

Nous avons vérifié les états financiers de l'Union internationale des télécommunications (UIT). Ils comprennent l'état de la situation financière au 31 décembre 2016, l'état de la performance financière, l'état des variations de l'actif net, le tableau des flux de trésorerie et la comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice 2016 ainsi que des notes relatives aux états financiers, y compris un résumé des principales politiques comptables et d'autres informations explicatives.

Notre opinion est que lesdits états financiers donnent une image fidèle, pour tous les points essentiels, de la situation financière de l'Union internationale des télécommunications (UIT) au 31 décembre 2016 ainsi que, pour l'exercice clos à cette date, de sa performance financière, de l'évolution de ses actifs nets, de ses flux de trésorerie et de la comparaison entre les montants budgétés et les montants effectifs, conformément aux normes IPSAS ainsi qu'au Règlement financier et aux Règles financières de l'Union.

**Fondements de notre opinion**

Nous avons réalisé notre vérification conformément aux normes internationales des institutions supérieures de contrôle des finances publiques (ISSAI) ainsi qu'au Règlement financier et aux Règles financières de l'UIT. S'agissant de la vérification des états financiers, les normes ISSAI sont une transposition directe des normes de vérification internationales (ISA). La Corte dei conti applique les dispositions des normes ISA dans la mesure où elles sont cohérentes avec la nature spécifique de ses vérifications. Nos responsabilités en vertu de ces normes sont décrites plus en détail dans la rubrique "Responsabilités du vérificateur concernant la vérification des états financiers" ci-après. Nous sommes indépendants de l'UIT conformément aux règles d'éthique qui s'appliquent pour la vérification des états financiers dans le système des Nations Unies, et nous avons assumé nos autres responsabilités en matière d'éthique conformément à ces règles. Nous estimons que les justificatifs que nous avons recueillis constituent une base suffisante et appropriée sur laquelle fonder notre opinion.

**Autres informations**

Le Secrétaire général de l'UIT est responsable des autres informations. Les autres informations comprennent la présentation des "principaux indicateurs financiers", qui sont décrits dans l'avant‑propos du Secrétaire général figurant dans le rapport de gestion financière.

Notre opinion sur les états financiers ne couvre pas les autres informations et nous ne formulons aucune conclusion que ce soit en matière d'assurance en ce qui concerne ces informations.

Dans le cadre de notre vérification des états financiers, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à examiner si elles présentent des incohérences importantes avec les états financiers ou avec les connaissances que nous avons acquises lors de la vérification ou si elles semblent contenir des inexactitudes significatives. S'il ressort de notre travail que ces autres informations comportent des inexactitudes significatives, nous sommes tenus de le signaler. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

**Responsabilités du Secrétaire général de l'UIT et des personnes chargées de la gouvernance concernant les états financiers**

Le Secrétaire général est chargé d'établir et de présenter correctement les états financiers conformément aux normes comptables pour le secteur public international (IPSAS) et d'appliquer le contrôle interne qu'il estime nécessaire afin d'établir des états financiers ne contenant pas d'inexactitudes significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de l'établissement des états financiers, le Secrétaire général est chargé d'évaluer la capacité de l'UIT à poursuivre ses activités, de communiquer, le cas échéant, des éléments liés à la continuité des activités et d'adopter le principe de continuité des activités pour la comptabilité, à moins qu'il n'ait l'intention de liquider l'Union ou de cesser ses activités, ou qu'il ne puisse guère faire autrement.

Il appartient aux personnes chargées de la gouvernance de superviser le processus d'établissement des rapports financiers de l'UIT.

**Responsabilité du vérificateur concernant la vérification des états financiers**

Nos objectifs sont d'obtenir une assurance raisonnable que les états financiers dans leur ensemble ne comportent pas d'inexactitudes significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et d'établir un rapport du vérificateur dans lequel nous faisons part de notre opinion. L'assurance raisonnable est un niveau d'assurance élevé, mais elle ne garantit pas qu'une vérification effectuée conformément aux normes ISA permette toujours de détecter une inexactitude significative lorsqu'une telle inexactitude existe. Les inexactitudes peuvent résulter d'une fraude ou d'une erreur, et elles sont considérées comme significatives si, individuellement ou collectivement, elles sont raisonnablement susceptibles d'influer sur les décisions économiques des utilisateurs prises sur la base de ces états financiers.

Dans le cadre d'une vérification conformément aux normes ISA, nous exerçons un jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de la vérification. En outre, nous:

• identifions et évaluons les risques d'inexactitudes significatives dans les états financiers, que ce soit en raison d'une fraude ou d'une erreur, concevons et appliquons des procédures de vérification permettant de répondre à ces risques, et recueillons des justificatifs constituant une base suffisante et appropriée sur laquelle fonder notre opinion. Le risque de ne pas détecter une inexactitude significative résultant d'une fraude est supérieur au risque de ne pas détecter une inexactitude significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer une collusion, une falsification, des omissions intentionnelles, des fausses déclarations ou le fait de passer outre au contrôle interne;

• acquérons une compréhension des aspects du contrôle interne pertinents pour la vérification afin de concevoir des procédures de vérification adaptées à la situation et non pour exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne de l'UIT;

• déterminons si les politiques comptables utilisées sont adaptées et si les estimations comptables et les données associées fournies par la direction sont raisonnables;

• formulons une conclusion quant à la question de savoir si l'adoption par la direction du principe de continuité des activités pour la comptabilité est appropriée et, sur la base des justificatifs recueillis, s'il existe une incertitude importante en ce qui concerne les événements ou conditions susceptibles de jeter un doute important sur la capacité de l'UIT à poursuivre ses activités. Si notre conclusion est qu'il existe une incertitude importante, nous devons attirer l'attention, dans notre rapport du vérificateur, sur les données correspondantes fournies dans les états financiers ou, si ces données sont insuffisantes, nous devons modifier notre opinion. Nos conclusions sont fondées sur les justificatifs recueillis jusqu'à la date de notre rapport du vérificateur. Cependant, des conditions ou événements futurs peuvent amener l'UIT à cesser ses activités;

• évaluons la présentation générale, la structure et le contenu des états financiers, y compris les données fournies, et déterminons si la manière dont les états financiers représentent les opérations et les événements sous-jacents reflète une présentation correcte.

Nous communiquons avec les personnes chargées de la gouvernance en ce qui concerne, entre autres, la portée et le calendrier prévus de la vérification ainsi que les résultats importants, y compris tout dysfonctionnement important dans le contrôle interne que nous identifions lors de notre vérification.

**Rapport sur les autres exigences juridiques et réglementaires**

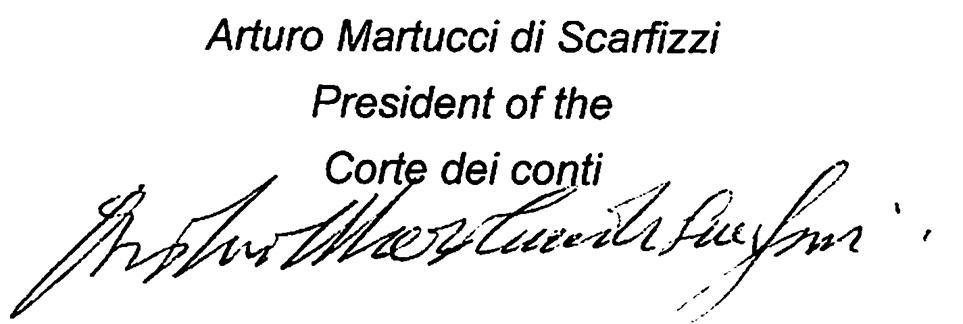
En outre, notre opinion est que les opérations de l'UIT qui nous ont été communiquées ou que nous avons contrôlées par sondage dans le cadre de notre vérification ont été, sur tous les points essentiels, effectuées conformément au Règlement financier et aux Règles financières de l'UIT et aux prescriptions de l'autorité délibérante.

Conformément à l'Article 28 du Règlement financier et des Règles financières de l'UIT et au Mandat additionnel pour la vérification extérieure des comptes (Annexe I du Règlement financier et des Règles financières), nous avons publié un rapport détaillé sur notre vérification des états financiers de l'UIT pour l'exercice 2016.

**Exposé de la situation**

Nous attirons l'attention sur le fait que l'état de la situation financière fait apparaître un actif net négatif (–419,1 millions CHF), attribuable essentiellement à l'incidence des passifs actuariels correspondant aux prestations à long terme dues aux fonctionnaires, chiffrés à 575,1 millions CHF dans l'état de la situation financière. Des précisions concernant notre analyse figurent dans notre rapport. Des mesures sont actuellement prises par la direction, qui nous a assuré qu'elle veillerait à leur efficacité. Notre opinion n'est pas modifiée par rapport à ce point.

Rome, le 10 mai 2017



***Arturo Martucci di Scarfizzi   
Président de la Corte dei conti***

# STRUCTURE DES ETATS COMPTABLES

1 Les états financiers de l'UIT, établis et présentés conformément à la norme IPSAS 1, comprennent les éléments suivants:

• Etat de la situation financière – bilan au 31 décembre 2016, avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2015, indiquant les actifs (classés en actifs courants ou non courants), les passifs (classés en passifs courants ou non courants), et l'actif net.

• Etat de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2015, indiquant l'excédent/déficit pour l'exercice financier.

• Etat des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, indiquant la valeur de l'actif net, y compris l'excédent ou le déficit pour l'exercice ainsi que les pertes directement comptabilisées dans l'actif net sans incidence sur l'état de la performance financière.

• Tableau des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2016, indiquant les entrées et sorties de trésorerie et d'équivalents de trésorerie, concernant les transactions opérationnelles, d'investissement et de financement et le montant total de la trésorerie à la fin de l'exercice.

• Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice 2016.

• Notes relatives aux états financiers, donnant des renseignements sur les politiques comptables et les autres renseignements nécessaires à une présentation correcte.

# ETAT DE LA SITUATION FINANCIÈRE 2016

## ACTIFS

2 En 2016, les actifs se sont chiffrés à 373 millions CHF, en hausse de 0,7% par rapport à la valeur comptabilisée en 2015 (370,3 millions CHF).

3 Ces actifs comprenaient des actifs courants, d'un montant de 268,9 millions CHF, soit 72,1% du total des actifs (70,8% en 2015), et des actifs non courants, d'un montant de 104 millions CHF, soit 27,9% du total des actifs (29,2% en 2015). Les bases de l'évaluation des actifs sont indiquées dans les principaux principes comptables (Note 2).

## Actifs courants

4 Le total des actifs courants en 2016 s'est établi à 268,9 millions CHF, en hausse de 6,8 millions CHF (+2,6%) par rapport à 2015 (262,1 millions CHF). Un examen de l'évolution des rubriques fait apparaître que la hausse globale résulte d'une augmentation de la trésorerie et des équivalents de trésorerie (+52,9 millions CHF), compensée par une diminution des placements (−46,8 millions CHF); les créances avec contrepartie directe ont augmenté (+3,1 millions CHF), tandis que les créances sans contrepartie directe ont diminué (−3,7 millions CHF); les autres créances ont augmenté (+1,4 million CHF), et la valeur pour les stocks est restée quasiment la même (−0,03 million CHF).

## Trésorerie et équivalents de trésorerie

5 La rubrique "Trésorerie et équivalents de trésorerie", qui représente au total 108,4 millions CHF, a enregistré une hausse de 95,4% par rapport à 2015 (55,5 millions CHF) et comprenait les fonds en caisse ainsi que tous les soldes des comptes courants postaux et bancaires de l'UIT au 31 décembre 2016. Cette hausse est avant tout attribuable aux "Comptes courants bancaires en CHF" (+39,8 millions CHF), qui ont représenté environ 69,1% du total de la rubrique et aux "Comptes courants bancaires en devises" (+14,8 millions CHF), qui ont représenté environ 23,9% du total de la rubrique. Cette hausse s'explique par un transfert depuis la rubrique "Placements", dû à une politique de diversification mise en place en 2015. Une ventilation détaillée de la trésorerie et des équivalents de trésorerie figure dans la Note 6 du Rapport de gestion financière.

6 Nous avons demandé à toutes les banques ayant des relations d'affaires avec l'UIT de confirmer les soldes des comptes courants au 31 décembre 2016. Nous avons vérifié que les soldes des comptes avaient été correctement comptabilisés dans ceux-ci. Tous les écarts constatés dans les confirmations des banques ont été expliqués et justifiés. Il convient de signaler que nous n'avons pas reçu de confirmation directe de la part de quatre banques, ce qui a limité nos travaux dans ce domaine, même si la direction de l'UIT n'a ménagé aucun effort pour que nous les obtenions.

7 S'agissant des confirmations bancaires manquantes, la direction nous a fourni une copie des déclarations au 31 décembre 2016 pour toutes les banques susmentionnées et nous les avons utilisées pour effectuer les rapprochements.

### *Mise à jour des listes des signatures autorisées dans le cas d'une banque*

8 Les vérifications que nous avons effectuées au sujet des confirmations des banques ont fait ressortir, comme pour les années précédentes, des différences entre les listes des signatures autorisées, tenues par la direction au siège de l'Union et les listes que nous avons reçues, telles qu'elles ont été déclarées par les banques. Etant donné que les confirmations n'avaient pas toutes été reçues, nous n'avons pas pu établir de conclusions concernant les signataires. Nous prenons note du fait que la direction a réagi rapidement, en prenant contact avec les banques afin de résoudre ces différences.

## Placements

9 En 2016, la rubrique "Placements", d'un montant de 65 millions CHF, a enregistré une baisse de 46,8 millions CHF (-41,9%) par rapport à 2015 (111,8 millions CHF) et comprenait les placements à terme à échéance maximale de six mois à compter du 31 décembre 2016. Le détail des placements à terme par échéance et la raison ayant motivé la décision de diminuer les placements en 2016 sont donnés dans la Note 7 du Rapport de gestion financière.

10 Dans la Note 2 du Rapport de gestion financière, relative aux principaux principes comptables, le paragraphe sur les instruments financiers donne des informations sur les placements. Conformément aux normes IPSAS, la Note 4 donne des informations sur la gestion des risques financiers, en particulier tous les placements sont exposés à un risque de crédit, ainsi qu'à des risques de taux d'intérêt, de liquidité, de change et de marché.

## Créances

11 Les créances courantes, qu'il s'agisse de créances avec contrepartie directe ou sans contrepartie directe, ont représenté en valeur nette un montant de 85,5 millions CHF en 2016, contre 86,2 millions CHF en 2015. Leur part dans le total des actifs courants a été de 31,8%, contre environ 32,9% en 2015. Comme indiqué dans la Note 8 du Rapport de gestion financière, ces créances représentent les produits non encore encaissés que les Etats Membres, les Membres des Secteurs et les Associés se sont engagés à verser à l'UIT dans le cadre des contributions annuelles, de l'acquisition de publications et des notifications de réseaux à satellite et de factures diverses établies par l'UIT.

12 Les créances non courantes, avec ou sans contrepartie directe, elles aussi insérées et décrites par la direction dans la Note 8, se sont chiffrées à 7,5 millions CHF (14,9 millions CHF en 2015). Une provision de 100% a été constituée au 31 décembre 2016, conformément aux principes décrits dans la Note 2 relative aux états financiers. Des explications additionnelles sont fournies dans la Note 8 "Créances".

## Autres créances courantes

13 Un montant de 9,4 millions CHF (8,1 millions CHF en 2015) figure au bilan de clôture en tant qu'autres créances. Le détail de cette rubrique est donné dans la Note 10 du Rapport de gestion financière.

## Stocks

14 En 2016, les articles correspondant aux publications, souvenirs et fournitures ont représenté en valeur nette un montant de 0,55 million CHF, en baisse de 0,03 million CHF par rapport à la valeur nette enregistrée en 2015 (0,58 million CHF). Les stocks sont présentés de manière détaillée dans la Note 9 du Rapport de gestion financière.

## Actifs non courants

15 Les actifs non courants au 31 décembre 2016 se sont élevés à un total de 104,1 millions CHF, en baisse de 4,1 millions CHF (–3,8%) par rapport à 2015 (108,2 millions CHF), principalement en raison des amortissements des bâtiments de l'UIT.

16 Cette rubrique comprenait les "Immobilisations corporelles" se chiffrant à 101,4 millions CHF, soit 97,5% du total des actifs non courants (en 2015, le chiffre était de 104,9 millions CHF, soit 97% du total des actifs non courants) et les "Immobilisations incorporelles" se chiffrant à 2,6 millions CHF, soit 2,5% du total (en 2015, le chiffre était de 3,2 millions CHF, soit 3,0% du total). Ces immobilisations sont décrites respectivement dans les Notes 11 et 12 du Rapport de gestion financière.

## Immobilisations corporelles

17 Les immobilisations corporelles ont représenté en valeur un montant de 101,4 millions CHF, qui était la valeur nette au 31 décembre 2016 du coût capitalisé déduction faite des amortissements correspondants pour chacune des catégories suivantes: bâtiments (une valeur nette de 100,6 millions CHF a été comptabilisée en 2016; 103,9 millions CHF en 2015), machines  (0,07 million CHF en 2016; 0,09 million CHF en 2015), mobilier (0,02 million CHF en 2016; 0,2 million CHF en 2015), matériel informatique (0,7 million CHF en 2016; 0,7 million CHF en 2015). Cette rubrique est décrite dans la Note 11 du Rapport de gestion financière.

18 Conformément à la norme IPSAS 1, les bâtiments doivent être comptabilisés en actifs dans l'état de la situation financière. Selon la norme IPSAS 17, la comptabilisation initiale des immobilisations corporelles doit être évaluée au coût de l'élément ou à la juste valeur définie de façon fiable. Les amortissements sont effectués de manière systématique sur la durée d'utilité des actifs et la méthode d'amortissement doit refléter le mécanisme par lequel les avantages économiques futurs ou le potentiel de service de ces actifs sont censés être acquis par l'entité. La valeur résiduelle doit être réexaminée au moins une fois par an et doit être équivalente au montant que l'entité obtiendrait actuellement de la sortie de l'actif, si l'actif avait déjà l'âge et se trouvait déjà dans l'état prévu à la fin de sa durée d'utilité. Les terrains et les bâtiments sont des actifs distincts et sont comptabilisés séparément, même s'ils ont été acquis conjointement.

19 Conformément à l'Annexe II du Règlement financier de l'UIT, le Vérificateur extérieur des comptes doit s'assurer "que tous les éléments de l'actif et passif ainsi que tous les excédents et déficits ont été comptabilisés selon les procédures qu'il juge nécessaires".

20 Dans la Note 2 du Rapport de gestion financière "Principaux principes comptables", sous la rubrique "Immobilisations corporelles", il est indiqué que la comptabilisation initiale des bâtiments a été effectuée à la "*valeur intrinsèque*" "*sur la base de l'étude menée par un cabinet externe*", afin de définir la valeur du bilan d'ouverture IPSAS. La comptabilisation a été faite sur la base du "*coût historique*" et les amortissements ont été calculés par rapport à la "*durée d'utilité estimée*" (100 ans dans le cas de la structure). Les terrains, sur lesquels l'UIT dispose d'un "*droit de superficie*", n'ont pas été pas pris en compte dans le calcul de la valeur initiale des bâtiments. Au cours des années précédentes, nous avons formulé une recommandation concernant la renégociation des accords de pays hôte (voir le tableau présentant le suivi des recommandations dans l'Annexe 1) et, une fois la version définitive de ces accords élaborée, la valeur comptable résiduelle devrait être ajustée en conséquence.

21 Dans la Note 11 relative aux états financiers, les bâtiments comptabilisés en actifs non courants se composent de la Tour, de Varembé, de l'Extension C et de la Cafétéria, et de Montbrillant. En ce qui concerne les bâtiments, comme nous l'avons indiqué ci-dessus, la valeur nette comptable est passée de 103,9 millions CHF au 1er janvier 2016 à 100,5 millions CHF au 31 décembre 2016, en raison des amortissements pour un montant de 3,4 millions CHF comptabilisés pendant l'exercice.

22 La Confédération suisse octroie des fonds pour la construction des bâtiments des organisations internationales dans le cadre de la "Fondation des immeubles pour les organisations internationales" (FIPOI), sous la forme d'un prêt à des conditions favorables, c'est-à-dire pour une durée de 50 ans à un taux d'intérêt de 0%. Les terrains sont mis à disposition à titre gratuit par l'Etat de Genève au titre du "*droit de superficie*". La valeur des emprunts contractés auprès de la FIPOI est indiquée dans la Note 15 du Rapport de gestion financière.

### Le registre des actifs

23 Nous avons recueilli et vérifié la liste des actifs et nous avons réalisé un inventaire physique d'un échantillon d'articles comptabilisés dans le registre des immobilisations corporelles. Veuillez vous reporter aux tableaux de suivi de nos recommandations et suggestions précédentes (voir les annexes).

## Immobilisations incorporelles

24 En 2016, les immobilisations incorporelles se sont chiffrées à 2,6 millions CHF, en baisse de 0,6 million CHF (-18,8%) par rapport à la valeur de 2015 (3,2 millions CHF).

25 Comme l'a indiqué la direction dans la Note 12 du Rapport de gestion financière, des développements internes liés à l'amélioration de certains services offerts aux membres, tout particulièrement en ce qui concerne la consultation, la gestion et l'archivage de la documentation de l'UIT, ont été capitalisés conformément à la norme IPSAS 31.

## PASSIFS

26 En 2016, le montant total des passifs s'est chiffré à 792,1 millions CHF, en hausse de 78,6 millions CHF (+11,0%) par rapport à la valeur comptabilisée en 2015 (713,5 millions CHF). Ces passifs se décomposaient comme suit:

a) *Passifs courants* d'un montant de 147,3 millions CHF, soit 18,6% du total des passifs (143 millions CHF et 20,1% en 2015), et

b) *Passifs non courants* représentant 644,8 millions CHF, soit 81,4% du total des passifs (570,4 millions CHF et 79,9 % en 2015).

## Passifs courants

27 En 2016, le montant total des passifs courants s'établissait à 147,3 millions CHF, en hausse de 4,3 millions CHF par rapport à 2015 (143,0 millions CHF). Globalement, cette hausse est attribuable principalement à l'augmentation des rubriques "Produits différés" (+1,4 million CHF), "Fournisseurs et autres créanciers" (+1,9 million CHF) et "Avantages du personnel" (+0,6 million CHF). Les bases pour l'évaluation des passifs courants sont décrites dans les principes comptables (Note 2).

## Fournisseurs et autres créanciers

28 Un montant de 9,1 millions CHF (7,2 millions CHF en 2015) apparaît dans le bilan de clôture sous la rubrique "Fournisseurs et autres créanciers". Une ventilation détaillée est donnée dans la Note 13 du Rapport de gestion financière.

## Produits différés

29 Le montant comptabilisé sous la rubrique "Produits différés" s'établissait à 129 millions CHF (127,6 millions CHF en 2015). Ce montant est constitué, pour l'essentiel, par les contributions versées par les membres de l'UIT (Etats Membres, Membres des Secteurs, Associés) et par les recettes tirées du traitement des fiches de notification des réseaux à satellite non encore finalisées fin 2016. Une ventilation détaillée des produits différés est donnée dans la Note 14 du Rapport de gestion financière.

## Provisions

30 En 2016, un montant de 1,4 million CHF était comptabilisé sous la rubrique "Provisions" (1,0 million CHF en 2015). Cette rubrique comprend la provision pour les recours (0,9 million CHF) et la provision pour les fiches de notification des réseaux à satellite traitées en franchise de droit (0,5 million CHF). Une ventilation détaillée des provisions est donnée dans la Note 17 du Rapport de gestion financière.

31 Les provisions pour les recours sont passées de la valeur initiale de 804 000 CHF pour 2016 à la valeur finale (31 décembre 2016) de 909 000 CHF. Leur montant effectif a été augmenté de 200 000 CHF, il y a eu 4 000 CHF de gains non réalisés, et un montant de 99 000 CHF a été utilisé.

### *Responsabilité financière*

32 Nous observons que si l'UIT est condamnée par le Tribunal administratif de l'OIT à verser des dommages-intérêts à un fonctionnaire reconnu victime d'une faute grave commise par un autre fonctionnaire, il n'y a pas de procédure engagée à l'encontre de l'auteur de la faute, pour permettre à l'UIT de récupérer tout ou partie de ces dommages-intérêts.

|  |
| --- |
| ***Suggestion N° 1***  33 Nous suggérons donc d'envisager la possibilité d'établir une procédure pour pouvoir récupérer les montants que l'UIT pourrait être condamnée par le Tribunal administratif de l'OIT à verser à un fonctionnaire, en raison d'une faute grave commise par un autre fonctionnaire. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  Nous sommes d'accord avec cette suggestion. La direction de l'UIT attirera l'attention des fonctionnaires à tous les niveaux sur les conséquences possibles, en particulier en ce qui concerne la responsabilité financière potentielle, d'une faute grave commise envers un autre fonctionnaire et prendra des mesures appropriées dans son cadre réglementaire. |

## Emprunts et dettes financières

34 Les emprunts contractés par l'UIT auprès de la FIPOI, pour la construction et la rénovation de certains de ses immeubles ont été comptabilisés dans les passifs courants à court terme (1,5 million CHF, soit 1,0% du total des passifs courants), ce qui correspond à la somme que l'UIT doit rembourser à la FIPOI en 2016, et dans les passifs courants à long terme (42,3 millions CHF, soit 6,6% du total des passifs non courants). Les montants, indiqués en détail dans la Note 15 du Rapport de gestion financière, sont également confirmés par les états financiers en date du 16 décembre 2016 reçus de la FIPOI.

## Autres passifs courants

35 En 2016, les montants comptabilisés pour les rubriques "Avantages du personnel" et "Autres dettes" étaient respectivement de 1,1 million CHF (0,5 million CHF en 2015) et de 5,1 millions CHF (5,3 millions CHF en 2015). Une description et une ventilation détaillées sont données respectivement dans les Notes 16.1 et 19 du Rapport de gestion financière.

36 En particulier, les avantages du personnel à court terme, comptabilisés sous "Passifs courants" se composent de la provision pour heures supplémentaires (0,06 million CHF, contre 0,08 million CHF en 2015) et de la provision pour congés accumulés (1,0 million CHF, contre 0,4 million CHF en 2014). Nos vérifications n'ont fait apparaître aucun problème majeur et les provisions sont, pour l'essentiel, exactes.

## Passifs non courants

37 En 2016, le montant total des passifs non courants se chiffrait à 644,8 millions CHF, en hausse de 74,4 millions CHF (+13%) par rapport à 2015 (570,4 millions CHF). Globalement, cette hausse s'explique par l'augmentation du montant des avantages du personnel ( millions CHF;  % par rapport à 2015). Les bases de l'évaluation des passifs non courants sont indiquées dans les principes comptables (Note 2).

38 Cette rubrique comprenait les dettes à long terme (voir le paragraphe "Emprunts"), les fonds de tiers affectés ou en cours d'affectation, les passifs pour le régime d'assurance maladie de l'UIT et les provisions constituées pour couvrir des engagements d'une échéance et d'un montant incertains, liés pour l'essentiel aux prestations après la cessation de service.

## Récapitulatif des avantages du personnel

39 Les avantages du personnel apparaissent dans les états financiers sous les rubriques "Passifs courants" et "Passifs non courants", pour un montant total de 576,2 millions CHF en 2016, comme récapitulé dans le tableau ci-dessous.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| ***Passifs*** | **Année (milliers CHF)** | | **Ecart de 2015 à 2016** | |
| ***2016*** | ***2015*** | **milliers CHF** | **%** |
| Passifs courants | 1 094 | 481 | 613 | 127,4% |
| Passifs non courants | 575 123 | 495 025 | 80 098 | 16,2% |
| **Total** | **576 217** | **495 506** | **80 711** | 16,3% |
| ***Composition des passifs non courants*** |  |  |  |  |
| Assurance maladie après la cessation de service (ASHI) | 551 911 | 472 801 | 79 110 | 16,7% |
| Pensions | 54 | 90 | −36 | −40,0% |
| Installation/rapatriement | 14 667 | 12,925 | 1 742 | 13,5% |
| Congés accumulés | 8 491 | 9,209 | −718 | −7,8% |
| Total | **575 123** | **495 025** |  |  |

## Avantages du personnel à long terme

40 Comme indiqué dans le tableau ci-dessus, en 2016, le montant pour la rubrique "Passifs non courants" (relative aux avantages du personnel à long terme) s'établissait à 575,1 millions CHF, en hausse de 80,1 millions CHF (+16,2%) par rapport au chiffre de 495 millions CHF pour 2015. Ce montant représentait 89,2% du total des passifs non courants et 72,6% du total des passifs. Cette rubrique englobait les passifs actuariels liés aux prestations après la cessation de service dans le cadre de l'assurance maladie après la cessation de service (551,9 millions CHF contre 472,8 millions CHF en 2015), une provision pour les passifs estimés correspondant aux primes de rapatriement (14,7 millions CHF contre 12,49 millions CHF en 2015) et une provision pour les congés accumulés (8,5 millions CHF contre 9,2 millions en 2015). Une description et une ventilation détaillées des avantages du personnel sont données dans la Note 12.2 du Rapport de gestion financière.

## Avantages du personnel: primes d'installation et de rapatriement

41 Comme indiqué dans le paragraphe précédent, au 31 décembre 2016, la provision comptabilisée pour les primes d'installation et de rapatriement se chiffrait à 14,7 millions CHF (12,9 millions CHF en 2015). Cette provision a été calculée conformément à l'étude actuarielle que la direction a commandée à l'actuaire et qui est présentée dans son rapport de mars 2017.

## Avantages du personnel: assurance maladie après la cessation de service

42 En 2016, le montant de la provision pour couvrir les passifs actuariels liés au régime d'assurance maladie après la cessation de service se chiffrait à 551,9 millions CHF, soit une hausse de 79,1 millions CHF (+16,7%) par rapport au chiffre de 472,8 millions CHF pour 2015. Cette hausse s'explique avant tout par la baisse du taux d'actualisation (0,92% en 2016 contre 1,32% pour 2015) et par les différences entre la réalité et l'expérience attendue pendant l'exercice en cours. Les calculs, basés sur les hypothèses retenues dans l'étude actuarielle, ont été réalisés par l'actuaire.

## L'actif net négatif est imputable aux passifs actuariels

43 Le montant considérable des pertes actuarielles de l'ASHI (322,6 millions CHF) a une incidence importante sur l'actif net de l'UIT et c'est la raison pour laquelle, comme pour les années précédentes, une partie de nos vérifications a consisté à vérifier si les valeurs relatives aux avantages du personnel étaient correctes et fiables.

44 Le choix des hypothèses actuarielles est du ressort exclusif de la direction. Le Vérificateur extérieur des comptes vérifie si ces hypothèses sont plausibles et si elles sont conformes à la norme IPSAS 25 et cadrent avec les hypothèses des années précédentes et il les valide.

45 Comme pour les années précédentes, notre équipe a fait appel à un groupe d'actuaires du secteur public, experts en matière de prestations sociales. Ces actuaires ont passé en revue les hypothèses de base pour 2016, qui ont été dûment examinées avec la direction. Nous avons conclu que ces hypothèses concordaient avec les tendances et les taux économiques et cadraient avec les données disponibles à l'UIT au moment où nous avons réalisé notre vérification. Nous les avons donc validées.

46 Pour réaliser leur vérification, nos actuaires ont recalculé les évaluations effectuées par l'actuaire (AON Hewitt Consulting) choisi par l'UIT; ils ont aussi analysé de manière détaillée toutes les évaluations et hypothèses actuarielles afin de vérifier leur plausibilité et les algorithmes utilisés. La direction et l'actuaire ont travaillé en étroite collaboration pour cette vérification. Les travaux de nos actuaires ont confirmé que les montants comptabilisés dans les comptes étaient pour l'essentiel corrects.

47 Nous notons que, suite à la recommandation N°3 figurant dans notre rapport sur les états financiers pour 2014, la direction a lancé en 2016 un appel d'offres pour choisir un nouvel actuaire, afin de mener à bien l'étude actuarielle complète et les évaluations annuelles relatives à la norme IPSAS 25. Le choix s'est porté sur AON Hewitt Consulting.

## Une étude actuarielle complète doit être menée

48 Dans notre rapport sur les états financiers pour 2014, nous avons recommandé à la direction de réaliser, les années à venir, une étude actuarielle complète: celle-ci est nécessaire afin d'obtenir des réponses, et de trouver d'éventuelles solutions, à la question du financement adéquat, afin de garantir sur le long terme un financement suffisant du régime d'assurance maladie de l'UIT suivant la méthode par répartition (veuillez vous reporter aussi au paragraphe 1 ci-dessus).

49 Nous reconnaissons que la direction coopère pleinement avec le Vérificateur extérieur des comptes et qu'elle nous fournit tous les documents relatifs à l'étude, afin de nous permettre de vérifier, avec le concours de nos actuaires, l'analyse de la situation et l'efficacité de la solution proposée.

## Retrait de la CAPS: un règlement difficile

50 Dans notre rapport de l'année dernière, nous avons précisé que le retrait de la CAPS, qui est la caisse d'assurance maladie gérée par le BIT et à laquelle l'UIT a participé jusqu'en 2014, n'avait pas encore été complètement mené à bien, en raison de désaccords entre les deux organisations sur la somme devant être versée à l'UIT par la CAPS, concernant deux points principaux:

a) du fait du retrait, les assurés de l'UIT pouvaient soumettre des demandes de remboursement à la CAPS jusqu'au 31 janvier 2016. Bien évidemment, le traitement de ces demandes nécessitait du temps, après cette date. Le BIT a facturé à l'UIT la totalité des coûts administratifs pour 5 mois (jusqu'au 31 mai 2015), comme si tous les assurés de l'UIT déposaient des demandes de remboursements à l'ancienne caisse. L'UIT avance qu'il s'agissait en réalité d'un très petit nombre de dossiers et que l'on ne pouvait donc pas facturer à l'UIT des coûts administratifs aussi élevés;

b) le second point concerne la liquidation du fonds de garantie de la CAPS, à la création et à l'entretien duquel l'UIT participait à hauteur de 23%: l'UIT avait considéré que, conformément au principe de proportionnalité de sa contribution et aux principes de mutualisation et de solidarité, serait reversé à l'Union un pourcentage de la valorisation du fonds correspondant au pourcentage de la contribution qu'elle a versée à ce fonds; le BIT a refusé ce chiffre et a proposé un montant très inférieur.

51 La direction nous a informés que la situation est toujours en cours et que l'UIT étudie toutes les solutions possibles.

## Avantages du personnel: Caisse d'assurance du personnel (Caisse des pensions close de l'UIT)

52 Comme pour les années précédentes, un montant de 54 000 CHF a été comptabilisé en fin d'exercice; il correspond aux engagements liés aux prestations sous forme de retraites versées à d'anciens fonctionnaires au titre de la Caisse d'assurance du personnel (voir également le paragraphe 123).

## ACTIF NET

53 L'actif net comprenait les fonds propres affectés et non affectés, les fonds extrabudgétaires, le résultat non budgétaire, l'excédent/le déficit pour l'exercice financier et les effets du passage aux normes IPSAS. En 2016, l'actif net était négatif (‑419,2 millions CHF, en baisse par rapport à 2015 où il s'élevait à –343,2 millions CHF).

54 Tous les mouvements de l'actif net sont expliqués dans les différents Tableaux et Notes du Rapport de gestion financière, en particulier:

a) Tableau II "Etat de la performance financière", indiquant le définit pour l'exercice (−11,7 millions CHF).

b) Tableau III "Etat des variations de l'actif net", indiquant séparément les mouvements pour chacun des fonds propres et les effets du passage aux normes IPSAS.

c) Tableau V "Comparaison des montants budgétés et des montants effectifs", qui fait état des informations financières sur le rapprochement des comptes entre les résultats budgétaires (montants effectifs) et les montants comptabilisés dans les états financiers (voir également la Note 25).

d) Note 2 "Principaux principes comptables" dans le paragraphe relatif à la "comptabilisation des fonds", en particulier le paragraphe relatif aux "Fonds de tiers affectés", et dans le paragraphe relatif au "Fonds de réserve".

e) Note 3 "Gestion de l'actif net", qui indique les mouvements du Fonds de réserve.

# ETAT DE LA PERFORMANCE FINANCIÈRE 2016

55 L'état de la performance financière fait apparaître les produits et les charges d'exploitation et financiers de l'Organisation classés, décrits et présentés de manière à expliquer l'excédent ou le déficit net de l'exercice. Le résultat de la période a été un déficit de –11,7 millions CHF.

## Produits et charges

56 Le total des produits s'est élevé à 176,5 millions CHF, soit une hausse de 2,2 millions CHF (1,3%) par rapport à 2015 (174,3 millions CHF), principalement en raison d'une augmentation: i) des contributions volontaires (1 million CHF, 10,9%); ii) des autres produits d'exploitation (4,9 millions CHF, 13,1%), en particulier une augmentation des revenus extrabudgétaires liés à l'appui aux projets, des recettes tirées des ventes de publications et de celles tirées du traitement des fiches de notification des réseaux à satellite. Les contributions mises en recouvrement, d'un montant de 122,9 millions CHF, soit 69,6% du total des produits, ont baissé de 3,6 millions CHF   
(–2,8%) par rapport à 2015. La ventilation détaillée des produits est donnée dans la Note 21 du Rapport de gestion financière.

57 Le total des charges s'est élevé à 188,2 millions CHF, en baisse de 1,9 million CHF (–1%), par rapport à 2015 (190,1 millions CHF). Les charges de personnel (147 millions CHF), qui représentaient 78,1% des charges totales, ont diminué de 3,8 millions CHF (–2,5%), comme indiqué dans la Note 22 du Rapport de gestion financière.

## Personnel

58 Nous avons passé en revue un certain nombre de bulletins de paie choisis de manière aléatoire, pour des fonctionnaires de différentes catégories et de différents grades (catégorie des services généraux et catégorie professionnelle) basés au siège ou dans un lieu d'affectation hors siège. Notre échantillon comprenait également des bulletins de paie de consultants employés dans le cadre de contrats d'engagement spéciaux (non-fonctionnaires). Nous avons vérifié l'exactitude des montants par rapport aux conditions d'emplois applicables et nous avons recherché dans les dossiers personnels les éléments justifiant les prestations accordées. Nos examens détaillés n'ont fait apparaître aucune erreur ni aucun problème majeur et nous considérons donc que nous avons obtenu l'assurance raisonnable que les valeurs inscrites dans les comptes étaient correctes.

59 L'année 2016 a été marquée par certaines évolutions en matière de gestion des ressources humaines. En particulier, afin de garantir une maîtrise générale des coûts, une version révisée de l'ensemble de prestations offertes aux fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieure a été adoptée (conformément à la Résolution 70/244 de l'Assemblée générale des Nations Unies), avec une mise en oeuvre prévue en deux phases: le barème des traitements unifié à taux unique (quelle que soit la situation de famille) a été mis en place le 1er janvier 2017; le nouveau régime des indemnités pour frais d'études entrera en vigueur à compter de janvier 2018. En outre, un nouveau cadre des compétences de l'UIT a été adopté, des liens étant établis avec les buts stratégiques de l'UIT indiqués dans les plans opérationnels quadriennaux glissants. Les compétences (de base et de gestion) seront intégrées dans le nouvel outil électronique d'évaluation des fonctionnaires (système d'évaluation du personnel), actuellement en cours d'élaboration.

60 En revanche, aucune mesure n'a été prise au cours de l'année 2016 au sujet des non‑fonctionnaires. Dans nos derniers rapports, nous avions attiré l'attention sur le recours permanent à des consultants externes, dont certains étaient recrutés pour effectuer des tâches ordinaires courantes et non des tâches spécialisées pour lesquelles les compétences ou les capacités n'étaient pas disponibles au sein de l'Union. En réponse à notre suggestion N° 7/2014, la direction a fait part de son intention d'examiner la situation actuelle et d'adopter une nouvelle politique relative aux prestataires au bénéfice de contrats d'engagement spéciaux (SSA). Dans le même ordre d'idées, le rapport sur l'état de mise en œuvre des recommandations du CCI découlant de l'"examen de la gestion et de l'administration de l'Union internationale des télécommunications (UIT)" précisait qu'"une évaluation détaillée de la situation sera présentée au Conseil à sa session de 2017 en vue d'établir un nouveau cadre réglementaire". En mai 2017, nous avons reçu un projet de document sur le recours à des consultants. Ce document a pour objet de fournir des lignes directrices sur l'utilisation correcte des contrats SSA et de mettre en place un processus de recrutement unifié pour l'ensemble de l'Union. Il vise à ce que ces contrats soient établis pour une durée limitée, avec une indication claire des conditions de reconduction (contrat non récurrent), et à ce qu'ils ne soient offerts que pour des tâches spécialisées avec des résultats mesurables (produit fourni). Cependant, nous comprenons que l'examen en interne est toujours en cours et que les lignes directrices seront présentées au Conseil pour information seulement.

61 En 2016, le nombre de personnes ayant bénéficié d'au moins un contrat de consultant se décomposait comme suit: Secrétariat général: 128 (traducteurs non compris); TSB: 61; BR: 12; BDT: 239. En 2015, les chiffres correspondants étaient les suivants: Secrétariat général: 159; TSB:  94; BR: 32; BDT: 293. Le montant total des rémunérations était de 4,7 millions CHF en 2016, contre 6,1 millions CHF en 2015.

62 Bien que ces chiffres montrent une réduction au cours du dernier exercice biennal, tout changement par rapport à la pratique actuelle risque d'entraîner des difficultés opérationnelles, et la possibilité de mettre en place des modalités contractuelles plus souples pour les engagements temporaires (tels que les contrats de prestataires individuels (ICA), déjà utilisés dans d'autres organisations) est envisagée pour des fonctions d'appui précises.

63 La direction effectue des statistiques annuelles et est consciente du très grand nombre de départs à la retraite prévus au cours des 10 prochaines années: 248 postes (plus de 30%) deviendront vacants pendant la période 2017-2026, et les départs les plus nombreux auront lieu en 2018 et 2023 (29 et 32 fonctionnaires respectivement). Les départs à la retraite seront les plus nombreux pour les fonctionnaires des catégories professionnelle et supérieure, avec 50,4% du total des départs à la retraite prévus et 32,8% des postes des catégories professionnelle et supérieure au 31 décembre 2016. Des départs à la retraite supplémentaires ont également été le résultat du programme de départs volontaires, mis en oeuvre en 2016 et permettant un départ anticipé en 2016 ou 2017, à la suite du relèvement de l'âge obligatoire de cessation de service. Ce programme a concerné 30 fonctionnaires en 2016 et 2017 (prévisions).

64 Le nombre de démissions devrait également être pris en considération. Les démissions sont plus nombreuses que par le passé, avec un maximum de 16 personnes en 2015 et 13 personnes en 2016.

65 Toutefois, la direction n'a pas encore mis à jour le plan stratégique pour les ressources humaines ni adopté une stratégie de planification du renouvellement des effectifs. Pour le moment, il n'y a pas de procédure officielle de transfert des connaissances des retraités, pas de coordination entre le processus de recrutement et le renouvellement des effectifs, pas de plan de retraite progressive, pas d'indication quant à la stratégie à suivre en matière de changement de génération. Les fonctionnaires qui, ayant atteint l'âge obligatoire de cessation de service, sont restés en service sur autorisation du Secrétaire général ont été au nombre de 5 en 2016 (et 3 pour le moment en 2017); ceux qui ont bénéficié d'un contrat SSA ont été au nombre de 4 en 2016 (et 1 pour le moment en 2017).

66 D'une manière plus générale, il est nécessaire de s'interroger sur la compatibilité entre une politique de maîtrise des dépenses de personnel à long terme (selon les différents aspects énoncés dans la Décision 5: délai d'attente avant recrutement, déclassement de postes vacants, recrutement interne privilégié par rapport au recrutement externe, non-remplacement de postes vacants) et le maintien d'objectifs stratégiques de haut niveau.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 1***  67 Compte tenu des prévisions de départ à la retraite au cours des dix prochaines années et du risque de discontinuité potentiellement encouru, nous recommandons que la direction adopte une stratégie officielle de planification du renouvellement des effectifs, à intégrer dans le plan stratégique pour les ressources humaines. Dans cette stratégie, il convient de préciser les fonctions et postes essentiels au regard des objectifs et des besoins de l'UIT, et de définir des plans pour l'avenir immédiat (transfert de connaissances) et à plus long terme (reposant, entre autres, sur l'inventaire des compétences figurant dans le cadre des compétences adopté récemment afin d'identifier les possibilités de pourvoi de poste en interne). |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  Le Département HRMD consultera les départements des Bureaux et du Secrétariat général pour élaborer une stratégie de planification du renouvellement des effectifs visant à préserver les connaissances institutionnelles et à garantir la continuité de l'exercice du mandat de l'Union. |

Achats

68 Les achats représentent une partie des dépenses analysées dans le paragraphe ci-dessus et comptabilisées sous les rubriques "Services contractuels", "Location et entretien des locaux et des équipements", "Matériels et fournitures" et "Frais d'expédition et de télécommunications et services".

69 Les résultats et les conclusions de la vérification concernant les achats sont résumés dans les paragraphes suivants.

Absence de "lignes directrices principales" dans le Règlement financier et les Règles financières

70 Lors de notre vérification, nous avons constaté que le Règlement financier et les Règles financières ne contiennent pas de principes généraux applicables aux achats.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 2***  71 Nous recommandons donc que la direction soumette au Conseil une proposition de modification du Règlement financier et des Règles financières dans un souci de cohérence avec les principes applicables aux achats énoncés dans l'Ordre de service qu'il faudra harmoniser. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT prend note de cette recommandation et envisagera d'élaborer une proposition qui sera soumise au Conseil. |

Le portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies

72 Le portail mondial pour les fournisseurs des organismes des Nations Unies (UNGM), qui est le portail d'achats commun du système des organismes des Nations Unies, a pour mandat de l'Assemblée générale des Nations Unies de: 1) Améliorer la transparence et renforcer l'harmonisation des pratiques de passation des marchés des Nations Unies; 2) Simplifier et rationaliser le processus d'inscription des fournisseurs; 3) Accroître les opportunités d'achats pour les fournisseurs des pays en développement; 4) Créer un portail mondial commun des achats des Nations Unies.

73 Lors de notre vérification, la Division des achats nous a dit que l'UIT publiait systématiquement tous les appels d'offres pour un montant supérieur à 50 000 CHF sur le portail UNGM et que les avis de marchés pour un montant inférieur à 50 000 CHF étaient publiés sur le portail UNGM au cas par cas.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 3***  74 Nous prenons note du fait que l'UIT publie systématiquement tous les appels d'offres pour un montant supérieur à 50 000 CHF sur le portail UNGM; toutefois, afin d'améliorer la transparence du processus de passation des marchés et, de manière générale, afin de réaliser l'objectif prévu par le mandat de l'Assemblée générale des Nations Unies, nous recommandons que l'Union publie aussi systématiquement tous les appels d'offres (concernant des biens et des services) pour un montant inférieur à 50 000 CHF. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT prend note de cette recommandation et confirme que le but de la publication sur le portail UNGM est que la concurrence internationale puisse s'exercer, ce qui est obligatoire pour les appels d'offres pour un montant supérieur à 100 000 CHF conformément à l'Ordre de service en vigueur. La pratique actuellement suivie consiste à publier également les appels d'offres pour un montant supérieur à 50 000 CHF (et inférieur à 100 000 CHF) sur le portail UNGM. Lorsque les circonstances l'exigent, il peut également être fait appel à la concurrence internationale concernant des appels d'offres pour un montant inférieur. |

Adoption d'un manuel sur la passation des marchés et d'une procédure codifiée à l'UIT

75 Les achats à l'UIT sont régis par le cadre législatif suivant:

a) Règles fondamentales concernant l'achat d'équipements pour les projets de coopération et d'assistance techniques de l'UIT (approuvées par le Conseil administratif en 1968) et Manuel des règles et méthodes administratives (établi par le Secrétaire général en 1968 et mis à jour en 1987 et 1991 pour une entrée en vigueur le 1er janvier 1992);

b) Ordre de Service 14/06 concernant les règles et procédures en matière de passation des marchés.

76 Notre vérification a porté sur l'Ordre de service 14/06 et un échantillon limité de marchés passés conformément à cet Ordre de service.

77 Lors de notre vérification, nous avons constaté que l'Ordre de service 14/06 porte uniquement sur les principes généraux de base régissant la passation des marchés. En outre, l'Ordre de service 14/06 n'est pas mis en oeuvre sur la base de politiques et de procédures qui devraient servir de guide à tous les membres du personnel intervenant dans les différentes étapes du processus de passation des marchés.

78 L'Unité de l'audit interne (IAU) a recommandé, dans son Rapport SG-SGO/IA17-02, "*d'accélérer* *l'élaboration d'un Manuel de l'UIT sur la passation des marchés précisant, entre autres choses, les méthodes applicables en la matière, les processus en jeu, les seuils applicables, etc.*".

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 4***  79 Nous partageons l'avis de l'Auditeur interne et recommandons l'adoption: **A**) d'un manuel sur la passation des marchés couvrant toutes les étapes du processus de passation des marchés conformément aux bonnes pratiques adoptées par les Nations Unies en la matière et aussi; **B**) de mesures de mise en oeuvre basées sur des politiques et des procédures qui devraient servir de guide à tous les membres du personnel intervenant dans les différentes étapes du processus de passation des marchés. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT accepte cette recommandation. Un manuel sur la passation des marchés est actuellement en cours d'élaboration. Il couvrira toutes les étapes du processus de passation des marchés et fournira des indications sur les politiques et les procédures à l'intention de tous les membres du personnel intervenant dans les différentes étapes du processus de passation des marchés. |

80 Conformément au point 2.1.1 de l'Ordre de service 14/06, "*il appartient à la Division des achats d'établir une procédure écrite pour les marchés d'un montant estimatif inférieur à 20 000 CHF*". Lors de notre vérification, nous avons constaté l'absence de procédure écrite.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 5***  81 Nous recommandons donc que l'UIT établisse une procédure écrite que le personnel de l'UIT devra suivre pour les marchés d'un montant inférieur à 20 000 CHF. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT accepte cette recommandation. Il en sera tenu compte dans le nouveau manuel sur la passation des marchés. |

|  |
| --- |
| ***Suggestion N° 2***  82 En outre, nous suggérons que l'UIT fixe à au moins trois le nombre de devis à demander, afin de garantir la bonne gestion financière du processus. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT fait sienne cette suggestion. Il en sera tenu compte dans le nouveau manuel sur la passation des marchés. |

Améliorer la transparence du processus de passation des marchés

83 Lors de notre vérification, nous avons constaté que la Division des achats n'avait pas informé individuellement les fournisseurs non retenus que leur offre n'avait pas été acceptée et, par ailleurs, nous avons remarqué l'absence de cette obligation dans l'Ordre de service 14/06.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 6***  84 Nous prenons note que la Division des achats de l'UIT publie systématiquement tous les avis d'attribution de marché sur le portail UNGM; toutefois, afin d'améliorer la transparence du processus de passation des marchés, nous recommandons que l'UIT: **A**) informe individuellement tous les soumissionnaires participants dès que la passation de marché a été conclue ou annulée; **B**) organise, sur demande, une séance d'information à l'intention de tous les soumissionnaires non retenus/exclus qui ont participé au processus de passation de marché, afin qu'ils puissent mieux concourir pour des sollicitations futures; **C**) pendant la séance d'information, explique aux fournisseurs non retenus les motifs pour lesquels leur offre n'a pas été retenue. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  La pratique actuellement suivie par l'UIT consiste à envoyer des lettres de regrets (courriel lorsque le montant est inférieur à 50 000 CHF) à tous les fournisseurs non retenus pour les informer que leur offre n'a pas été retenue. Dans le dossier d'appel d'offres, les fournisseurs sont invités à demander des informations sur l'évaluation de leur offre. L'UIT accepte la recommandation visant à informer également les fournisseurs, dans la lettre de regrets, qu'ils peuvent demander des informations sur l'évaluation de leur offre. Il en sera tenu compte dans le nouveau manuel sur la passation des marchés. |

85 En outre, nous avons constaté que, pour certains dossiers de passation de marché, il n'a été prévu dans l'appel d'offres aucun critère d'"acceptation/refus" (ou de conformité/non-conformité) devant être rempli par les fournisseurs, lors de l'évaluation technique de leurs offres, afin d'exclure les fournisseurs du processus de passation de marché ou de considérer leurs offres comme conformes sur le plan technique aux fins de l'évaluation commerciale. Nous avons aussi remarqué l'absence de cette obligation dans l'Ordre de service 14/06.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 7***  86 Nous recommandons que l'UIT veille à ce que des critères clairs d'acceptation/refus (ou de conformité/non-conformité) soient appliqués systématiquement pour tous les appels d'offres. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  La pratique actuellement suivie par l'UIT consiste à appliquer des critères clairs d'acceptation/refus pour tous les appels d'offres, qui sont déterminés avant la publication de l'appel d'offres. Cette pratique figurera dans le nouveau manuel sur la passation des marchés. |

### Renforcer le rôle du Comité d'évaluation

87 Conformément aux bonnes pratiques suivies par l'ONU, l'équipe d'évaluation a pour tâche de veiller à ce que les fournisseurs et leurs offres respectent les critères figurant dans les documents d'invitation à présenter des offres et d'évaluer les offres en fonction des critères d'évaluation définis au préalable.

88 En outre, nous avons constaté que les règles suivies par l'UIT en matière de passation de marchés ne prévoient pas que les rapports d'évaluation fassent la synthèse des points techniques et commerciaux alloués par le Comité d'évaluation pour obtenir un classement clair de l'offre recommandée pour le contrat, conformément aux critères énoncés dans le dossier d'appel d'offres.

89 Par exemple, dans un dossier de passation de marchés pour lequel nous avons procédé à un audit, l'une des offres reçues dans les délais n'était pas complète. La partie manquante de l'offre a été envoyée tardivement et la proposition n'a pas été rejetée alors même que, selon la Demande de propositions (RFP), "toute proposition reçue après la date d'expiration susmentionnée ne sera pas prise en considération".

90 Pendant l'évaluation technique, le Comité d'évaluation a appliqué des critères et une pondération radicalement différents de ceux définis au préalable dans la Demande de propositions. Par ailleurs, dans son rapport d'évaluation, le Comité d'évaluation n'a pas résumé les points donnés aux offres à la suite de l'évaluation technique et commerciale, comme cela est prévu dans la Demande de propositions et le marché a été attribué au fournisseur offrant le prix le plus bas.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 8***  91 Pour que la procédure de passation de marchés se déroule de manière équitable et transparente et compte tenu du rapport coût-résultats, nous recommandons que: **A**) le Comité d'évaluation, pendant le processus d'évaluation, applique les critères et la méthode d'évaluation définis au préalable dans le document d'invitation à soumettre des offres/dossier d'appel d'offres. En outre, nous jugeons inapproprié le critère énoncé dans la Demande de propositions (RFP) selon lequel "la disponibilité de soumissionnaires à la mi-novembre (2012) sera un critère important de sélection" car ce critère pourrait restreindre la concurrence en limitant la participation d'autres fournisseurs à la procédure de passation de marchés (en fait dans la passation de marchés pour laquelle nous avons procédé à un audit, le contrat n'avait été signé qu'en février 2013); **B**) le Comité d'évaluation élabore des rapports d'évaluation clairs résumant les points techniques et commerciaux dans les offres afin d'avoir un classement clair de l'offre recommandée pour le contrat conformément aux critères énoncés dans le dossier d'appel d'offres; **C**) en cas d'exception au principe de rejet automatique des offres reçues tardivement, l'Ordre de service 14/06 indique clairement dans quels cas ces exceptions s'appliquent. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  La pratique actuellement suivie par l'UIT consiste à définir les critères et la méthode d'évaluation avant la publication de tout appel d'offres et à faire en sorte que les rapports d'évaluation correspondants énoncent clairement les points accordés à chaque soumissionnaire et leur classement. Cette pratique doit figurer dans le nouveau manuel sur la passation de marchés. |

Améliorer l'évaluation technique obligatoire

92 Dans l'échantillon limité que nous avons examiné, nous avons constaté que, pour exclure les fournisseurs du processus de passation de marchés ou pour considérer que leurs offres respectent les critères techniques aux fins de l'évaluation commerciale, la demande de propositions (RFP) ne prévoyait pas d'imposer à ces fournisseurs le respect d'exigences (ou points) obligatoires ou minimales pendant l'évaluation technique de l'offre.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 9***  93 Nous recommandons, comme le prévoient les bonnes pratiques suivies par l'ONU, que pour les demandes RFP, seules les propositions conformes aux exigences (ou points) obligatoires ou minimales soient prises en considération aux fins de l'évaluation commerciale et que les offres commerciales soumises par les fournisseurs dont on estime qu'elles ne sont pas conformes sur le plan technique au cahier des charges ne soient pas évaluées. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  La pratique actuellement suivie par l'UIT consiste à n'évaluer que les propositions commerciales des fournisseurs techniquement conformes. Cette pratique doit figurer dans le nouveau manuel sur la passation des marchés. |

Communiquer le budget disponible pour donner des indications concernant les offres

94 Dans une des passations de marchés ayant fait l'objet d'un audit, la demande RFP invitait les fournisseurs à tenir compte du fait que le budget attribué par l'UIT pour le projet était modeste (45 000 CHF). Ce budget n'avait pas été communiqué aux fournisseurs.

95 Pour évaluer la proposition, l'UIT s'était appuyée sur le rapport coût-résultats: technique (30 points), commercial et administratif (70 points).

96 Pendant le processus d'évaluation, toutes les offres pour lesquelles le budget était supérieur au budget attribué au projet ont été automatiquement exclues. Le marché a été attribué au seul fournisseur proposant un prix situé dans les limites du budget.

|  |
| --- |
| ***Suggestion N° 3***  97 Lorsque l'UIT décide d'engager un processus de passation de marchés en attribuant des ressources limitées pour l'achat de biens ou de services, nous suggérons, pour stimuler la concurrence et éviter l'exclusion automatique de fournisseurs, de communiquer, selon qu'il conviendra, le budget maximal disponible. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT souscrit à cette suggestion et communiquera, selon qu'il conviendra, le budget maximal. |

Contrôler les prestations des fournisseurs

98 Pendant notre audit, nous avons constaté que les règles de l'UIT en matière de passation de marchés ne prévoyaient pas d'évaluation de l'exécution du contrat par le fournisseur.

99 Dans son rapport SG-SGO/IA17-02, l'auditeur interne "*avait analysé si les prestations du fournisseur avaient été évaluées en bonne et due forme avant qu'un contrat puisse être renouvelé mais n'avait pas pu trouver d'éléments prouvant que cela avait été fait. L'évaluation du prestataire, même pour des contrats qui ne sont pas renouvelables/reconductibles, aiderait en général la direction à savoir si les ressources attribuées pour les contrats portant sur des équipements informatiques ont été utilisées de façon efficace et économique"*

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 10***  100 Nous partageons le point de vue de l'auditeur interne et nous recommandons de mettre en place un système d'évaluation des prestations du fournisseur afin de contrôler ses prestations et de mesurer les résultats contractuels effectivement obtenus en ce qui concerne la qualité, l'exécution, le respect des délais, la maîtrise des coûts, le respect du mandat ou du cahier des charges ainsi que tous les autres indicateurs de performance définis dans le contrat. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT fait sienne cette recommandation. Une politique sur la gestion des prestations des fournisseurs figurera dans le nouveau manuel sur la passation des marchés. |

Mettre en place une déclaration d'absence de conflit d'intérêts dans le processus de passation de marchés à l'UIT et absence de politique en matière d'éthique pour la passation de marchés, de fraude et de corruption.

101 Pendant notre audit nous avons constaté que les règles de l'UIT en matière de passation de marchés ne prévoyaient pas de déclaration sur l'absence de conflit d'intérêts (DACI), déclaration qui doit être fournie chaque fois par le fonctionnaire intervenant dans le processus de passation de marchés

102 Par ailleurs, nous avons constaté qu'il n'existait aucune procédure permettant d'identifier la personne qui était responsable de la vérification de l'absence de conflit d'intérêts et qui était habilitée à examiner la fiabilité d'une déclaration sur l'absence de conflit d'intérêts.

103 Pendant notre audit nous avons constaté qu'il n'existait aucune politique écrite en matière d'éthique pour la passation de marchés, de fraude et de corruption applicable à tous les fonctionnaires intervenant dans le processus de passation de marchés.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 11***  104 Nous recommandons que la direction adopte une politique en matière d'éthique pour la passation de marchés, de fraude et de corruption et que cette politique donne une définition de ce que l'on entend par « conflit d'intérêts » à l'UIT. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT fait sienne cette recommandation et élabora une telle politique en vue de son adoption. |

Cadre de l'éthique

105 Le poste de Responsable de l'éthique a été créé conformément à la Résolution 1308 qui a été approuvée par le Conseil (C09/121, para. 3.21) en décembre 2009. En 2016 (1er novembre) ce poste qui était vacant depuis 2013 a été pourvu.

106 Compte tenu du fait que ce poste est resté vacant pendant longtemps (voir également la Recommandation  4/2014 du CCIG qui dispose que "*Le**CCIG recommande à l'UIT d'accorder la priorité absolue à la nomination d'un responsable de la déontologie."),* il est judicieux de procéder à un examen des dispositions relatives à l'éthique qui figurent dans le cadre juridique en vue de réfléchir à d'éventuelles mises à jour et améliorations. Le Bureau de l'éthique entreprend actuellement cet examen, en consultation avec d'autres bureaux concernés.

|  |
| --- |
| ***Recommandation N° 12***  107 Une étude détaillée des dispositions relatives à l'éthique qui figurent dans le cadre juridique est actuellement menée au sein du Bureau de l'éthique. Suite à cet examen, nous recommandons que la direction mette à jour, améliore et respecte pleinement les dispositions juridiques relatives aux questions d'éthique, en particulier dans des domaines essentiels comme la passation de marchés et le recrutement des ressources humaines. Dans cette optique, il conviendrait de se référer aux bonnes pratiques suivies par le système des Nations Unies compte tenu des besoins spécifiques et des conditions particulières de l'UIT. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT souscrit à cette recommandation qui est conforme à la stratégie générale en matière d'éthique à laquelle se conforment la direction et le Bureau de l'éthique. |

Publications

108 Les recettes provenant des ventes des Publications et "divers" se sont chiffrées à 19 millions CHF, en hausse par rapport à l'année précédente (16,7 millions CHF) et ont été supérieures au budget (18,5 millions CHF) de 0,5 million CHF. Près de la moitié de ces recettes étaient tirées des publications relatives aux stations de navire.

109 L'an dernier nous avons observé une baisse des ventes des publications papier et, par contre, une augmentation des ventes des publications sur support numérique: ces tendances ne se sont pas confirmées en 2016, année pendant laquelle on a enregistré une augmentation importante du nombre de copies papier vendues pour les nouvelles éditions des publications "MMM" et du "Règlement des radiocommunications ".

110 Par voie de conséquence, cette augmentation des recettes tirées des ventes des publications papier a également eu un effet sur le coût des publications fournies, étant donné que, comme l'a indiqué la direction, la production de copies papier est plus onéreuse que celle de CD/DVD ROM.

|  |
| --- |
| ***Suggestion N° 4***  111 Pour réduire le coût des publications et dans le même temps accroître les recettes tirées de la vente de ses publications, nous suggérons donc que de nouveaux efforts soient engagés pour accroître le pourcentage des ventes des publications sur support numérique. |

|  |
| --- |
| **Commentaires du Secrétaire général**  L'UIT souscrit à cette suggestion et confirme que cet objectif sera poursuivi afin de réduire les coûts injustifiés. |

Locaux du siège de l'Union

112 En 2016, le Président du Groupe de travail du Conseil sur les options à long terme pour les locaux du siège de l'Union (GTC-HQ) a remis son rapport final. La conclusion de ce rapport est que l'option "remplacement de Varembé par un seul bâtiment qui abriterait aussi les installations nécessaires de la Tour" est l'option la plus rentable dans l'hypothèse de la vente de la Tour.

113 A sa session de 2016, le Conseil de l'UIT, par sa Décision 588 du 10 juin 2016, a approuvé les conclusions du Groupe GTC-HQ ainsi que le document d'information connexe élaboré par le Secrétaire général.

114 L'UIT a obtenu la première tranche du prêt auprès de la FIPOI, d'un montant de 12 millions CHF, montant qui sera utilisé pendant la période 2017-2019.

115 Un Groupe consultatif a été constitué et un concours d'architecture a été lancé pour la conception d'un nouveau bâtiment pour le siège de l'Union, concours qui prendra fin au 19 juin 2017 et qui a été rendu public sur [www.simap.ch](http://www.simap.ch).

116 Nous suivrons de près les évolutions de cette entreprise complexe qui est en cours.

# ETAT DES VARIATIONS DE L'ACTIF NET POUR L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

117 Le Tableau III "Etat des variations de l'actif net" indique non seulement les mouvements des fonds propres affectés et non affectés cumulés, les effets du passage aux normes IPSAS mais aussi les mouvements de chaque fonds propre, comme indiqué dans la Note 4.

# TABLEAU DES FLUX DE TRÉSORERIE DE L'EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2016

118 Le tableau des flux de trésorerie identifie les sources des flux de trésorerie, les éléments auxquels les flux ont été affectés au cours de la période considérée et le solde de trésorerie à la clôture de la période.

119 En 2016, l'UIT a enregistré un flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles positif (+0,7 million CHF), mais en baisse par rapport à 2015 où il était de +1,7 million CHF. Les flux de trésorerie provenant des activités de financement (–1,5 million CHF) ont aussi été négatifs, en raison du remboursement de l'emprunt à la FIPOI. Les flux nets de trésorerie provenant des activités d'investissement ont enregistré un écart positif important (45,6 millions CHF) par rapport à 2015 (–26,8 millions CHF), principalement en raison de baisse en ce qui concerne les placements.

120 Le résultat net de la trésorerie et des équivalents de trésorerie a fait apparaître une augmentation de 52,9 millions CHF en 2016. Nous avons vérifié les entrées sous-jacentes en sélectionnant des échantillons de certains comptes et constaté que toutes les opérations choisies étaient correctement étayées par des pièces justificatives. L'état des flux de trésorerie est ainsi vérifié et confirmé.

# COMPARAISON DES MONTANTS BUDGÉTISÉS ET DES MONTANTS EFFECTIFS POUR L'EXERCICE 2016

121 Le Tableau V "Comparaison des montants budgétisés et des montants effectifs pour l'exercice financier 2016" est conforme À la norme IPSAS 24, qui requiert l'inclusion dans les états financiers de cette comparaison résultant de l'exécution du budget. Cette norme prévoit en outre des explications sur les différences significatives constatées entre les montants inscrits au budget et les montants réels.

122 Le Tableau V contient également un rapprochement comptable des écarts entre le résultat de l'exécution budgétaire (montants réels) et les montants comptabilisés dans l'état comptable. De plus amples détails sont fournis dans la Note 25 du Rapport de gestion financière et nous renvoyons également aux commentaires du Secrétaire général figurant dans le Rapport de gestion financière.

# CAISSE D'ASSURANCE DU PERSONNEL

123 Trois Fonds sont présentés dans l'Annexe B2 du Rapport de gestion financière, à savoir: le "*Fonds de réserve et des compléments*" (actif total de 6,3 millions CHF, sans variation significative par rapport à 2015), le "*Fonds de pensions*" (sans l'actif total en 2016, il s'établissait à 1,5 million CHF en 2015) et le "*Fonds d'intervention*" (actif total d'environ 0,3 million contre 0,2 million CHF en 2015)

124 Pour le "Fonds de réserve et des compléments" figurant dans l'état du passif, une provision actuarielle s'élevant à 54 000 CHF est comptabilisée sous la rubrique "Avantages du personnel", conformément à une évaluation actuarielle effectuée en 2010. En 2015, conformément à la même disposition pour ce fonds, une provision de 36 000 CHF a été comptabilisée pour le "*Fonds d'intervention* ".

125 Comme indiqué dans la Note 2 du Rapport de gestion financière "Ces fonds servent à assurer le paiement des pensions des membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En 2016, le Fonds de réserve et des compléments a assuré le paiement de 26 pensions de retraite et de 25 pensions de réversion. Le Fonds d'intervention a servi à aider les fonctionnaires pensionnés ou en service qui se trouvent en difficulté financière".

126 Conformément à la Décision 596 (Document C16/141-F du 7 juin 2016), le "Fonds de pensions" a été clôturé en 2016. , le solde restant a été transféré comme suit: 100 000 CHF vers le Fonds d'intervention et 1 446 000 CHF vers le Fonds de garantie de la CCAM.

# PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT (PNUD), Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FD-TIC) ET FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE

127 La Règle N° 5 de l'Annexe 2 du Règlement financier prévoit que "*un compte distinct est ouvert pour chaque versement de contribution volontaire ou de fonds d'affectation spéciale dans un compte spécial de l'Union*".

128 Dans l'Annexe B3 du Rapport de gestion financière sont répertoriés deux projets liés à l'activité du PNUD. L'Annexe B4 du Rapport de gestion financière présente les projets relevant du Fonds d'affectation spéciale, qui sont en partie financés par un prélèvement sur le FD-TIC, autorisé par une décision de la commission de direction du FD-TIC. D'autres sont financés par des contributions spécifiques (voir l'Annexe B5) et régis par des accords avec les donateurs. A l'Annexe B6 sont énumérés les projets liés au FD-TIC.

129 Les fonds propres de l'UIT affectés à des projets ont augmenté en 2016, pour atteindre 7,6 millions CHF contre 6,4 millions CHF en 2015. Par ailleurs, les fonds de tiers affectés à des projets en 2016 ont diminué pour passer à 23,6 millions CHF contre 28,7 millions CHF en 2015.

130 Le montant des fonds propres de l'UIT affectés à des projets a été en grande partie augmenté grâce au prélèvement de fonds sur le FD-TIC. Les fonds de tiers attendant d'être affectés ont augmenté en 2016, passant à 3,8 millions CHF (contre 2,9 millions CHF en 2015).

UNITE DE L'AUDIT INTERNE (IAU)

131 Dans cette partie de notre rapport, nous examinons brièvement les liens entre le Vérificateur extérieur des comptes et l'Unité de l'audit interne.

132 Dans notre rapport de l'an dernier nous avons considéré comme closes toutes les recommandations et suggestions se rapportant à l'évaluation de la fonction d'audit interne que nous avons effectuée dans notre rapport sur la situation financière de 2013.

133 Nous saluons la coopération dont ont fait preuve les fonctionnaires de l'Unité de l'audit interne qui sont par ailleurs chargés d'apporter un soutien logistique au Vérificateur extérieur des comptes. L'Unité de l'audit interne communique ses rapports d'audit au vérificateur extérieur des comptes ainsi que ses plans d'audit.

134 Conformément aux bonnes pratiques, nous continuons de suivre de près les activités de l'Unité de l'audit interne.

SUIVI DE NOS RECOMMANDATIONS ET SUGGESTIONS PRÉCÉDENTES

135 L'Annexe I reprend toutes les recommandations que nous avons formulées précédemment et les commentaires soumis par la direction de l'UIT lorsque nous avons remis notre rapport. L'Annexe II contient toutes les recommandations formulées par nos prédécesseurs du SFAO et les commentaires soumis par la direction de l'UIT au moment de la remise du rapport. L'Annexe III montre la suite donnée à toutes nos suggestions.

136 Les recommandations pour lesquelles l'évaluation indique "clos" dans les Annexes I et II ne figureront plus dans le rapport sur la vérification extérieure des comptes de l'année prochaine, à moins qu'elles nécessitent un suivi annuel.

annexe I

Suivi des recommandations de nos rapports précédents

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| **Rec. 1/2015** | ***L'exactitude du registre des actifs doit être améliorée***  à cet égard, nous recommandons à la direction d'accentuer les efforts déployés pour comptabiliser, étiqueter et capitaliser les immobilisations corporelles à l'UIT, afin de disposer d'un registre des actifs plus juste grâce à des procédures et des procédés qui stimuleront la coordination entre les différents départements. | Le secrétariat poursuivra les efforts déjà déployés pour faire en sorte que tous les actifs soient comptabilisés dans les bases de données correspondantes. | **Mise à jour de fin avril 2017:**  Grâce à une collaboration étroite entre différents départements, des améliorations ont été apportées en ce qui concerne de la cohérence des données dans les deux modules SAP pour la comptabilité des actifs et la gestion des équipements au siège et dans les bureaux régionaux. Par ailleurs, un Ordre de service sur l'inventaire et la protection des équipements de l'UIT a été publié. | En cours |
| **Rec. 2/2015** | ***Il est nécessaire de revoir les coefficients d'amortissement***  A cet égard, nous recommandons à la direction de revoir les durées de vie associées aux différentes catégories et les amortissements connexes conformément aux pratiques de l'ONU. Un ajustement de la valeur comptable nette sera nécessaire pour les catégories mises à jour. | Le secrétariat analysera plus en détail cette recommandation et les conséquences qu'elle pourrait avoir. | **Mise à jour de fin avril 2017:**  Une étude sur la durée de vie a été réalisée pour d'autres organisations internationales dont le siège est à Genève. L'éventuelle modification de la durée de vie associée à certaines catégories est en cours d'examen et la décision concernant la mise en œuvre de cette recommandation est subordonnée à la construction du nouveau bâtiment de l'UIT. | En cours |
|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| **Rec. 3/2015** | **La mise en œuvre d'une "gestion des immobilisations corporelles" doit être plus rigoureuse**  Nous estimons que le cadre de gestion des actifs doit être encore amélioré, par conséquent nous recommandons à la direction: i) d'étudier dans quelle mesure il était possible d'évaluer la situation et le niveau d'utilisation des actifs; ii) de surveiller régulièrement l'obsolescence des articles, également en vue d'évaluer l'exactitude du registre des actifs; iii) d'étendre ces processus et procédures à tous les départements et bureaux régionaux de l'UIT. | Le secrétariat analysera plus en détail cette recommandation et communiquera aux vérificateurs extérieurs des comptes les résultats et les conclusions. | **Mise à jour de fin avril 2017:**  Une étude détaillée a été entreprise en 2016 concernant le niveau d'utilisation des actifs placés sous la responsabilité du personnel de l'UIT, ce qui a permis d'identifier dans une large mesure les équipements obsolètes dans le but de mettre à jour les documents comptables. De nouvelles procédures sont en cours d'élaboration pour la gestion des équipements et leur protection au siège et dans les bureaux régionaux. | En cours |
|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| **Rec. 4/2015** | Vu l'objectif de l'évaluation demandée par la norme IPSàS 25 et les orientations données dans les § 92 à 94 de cette norme, nous recommandons à la direction, pour les années à venir, de demander à l'actuaire d'utiliser un taux d'actualisation égal au taux d'actualisation des obligations d'Etat suisses à long terme. | La direction prend note de cette recommandation et examinera cette question avec l'actuaire nommé, afin de déterminer l'approche la mieux adaptée, compte tenu des bonnes pratiques appliquées par les organisations du système des Nations Unies. | **Mise à jour de fin avril 2017:**  Un nouvel actuaire a été sélectionné à l'issue d'un appel d'offres. Cette question a été examinée avec l'actuaire, compte tenu de la recommandation formulée par le Groupe de travail des Nations Unies sur l'ASHI, et a été soumise à l'Assemblée générale en décembre. Cette recommandation s'appuie sur les travaux du Groupe d'action des Nations Unies pour la mise en œuvre des normes IPSAS qui a convenu, en principe, qu'une courbe de rendement sur 30 ans relative aux obligations d'entreprises de première catégorie, serait établie chaque année pour chacune des trois devises dans lesquelles les prestations au titre de l'assurance maladie sont le plus couramment libellées.: dollar EU, franc suisse et euro. | En cours |
|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| **Rec. 5/2015** | Nous prenons bonne note que la direction fournit, dans plusieurs documents et rapports, des informations au Conseil et aux membres, de manière transparente, concernant la présence régionale. Toutefois, afin de renforcer la mise en œuvre de la Résolution 25 (Rév. Busan, 2014) et conformément aux normes IPSAS, nous recommandons l'ajout, dans le rapport de gestion financière, de données sectorielles qui présenteront en détail les crédits budgétaires et les dépenses effectives pour les bureaux régionaux. | Cette recommandation sera prise en compte dans le cadre de l'élaboration du rapport de gestion financière pour l'exercice 2016, qui sera soumis au Conseil à sa session de 2017. Une note spécifique relative à la présence régionale ainsi qu'un tableau financier figureront dans le rapport de gestion financière pour l'exercice 2017. | **Mise à jour de fin avril 2017:**  Une note portant spécifiquement sur la présence régionale, assortie d'un tableau financier a été ajoutée dans le rapport de gestion financière de 2016. | Clos |

|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rec. 2/2014** | Nous recommandons à la direction de lancer une procédure d'appel d'offres pour choisir l'actuaire qui réalisera les évaluations actuarielles relatives à la norme IPSAS 25. | Les règles applicables en matière de passation des marchés sont et seront scrupuleusement suivies lors de l'appel d'offres en vue de la réalisation des évaluations actuarielles relatives à la norme IPSAS 25. | L'UIT est liée par contrat jusqu'à fin 2015.  Conformément aux règles applicables en matière de passation de marchés et aux règlements en vigueur, un appel d'offres sera publié début 2016.  **Mise à jour de fin janvier 2016:**  Les discussions entre le Département de la gestion des ressources humaines et le Département de la gestion des ressources financières pour définir les besoins de l'UIT commenceront début mars et l'appel d'offres devrait être publié d'ici à fin avril.  **Mise à jour de fin février 2016:**  En mars 2016, le Département de la gestion des ressources financières (FRMD), en collaboration avec le Département de la gestion des ressources humaines(HRMD), définira les besoins relatifs à une étude actuarielle globale concernant la norme IPSAS 25. Il est prévu de publier l'appel d'offres pertinent fin avril 2016.  **Mise à jour de fin avril 2017:**  Un nouvel actuaire a été désigné pour réaliser les évaluations relatives à la norme IPSAS 25. Les résultats de l'étude seront inclus dans le Rapport de gestion financière de 2016. | Clos |

|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rec. 3/2014** | Nous recommandons à la direction de réaliser une étude actuarielle complète, pour évaluer si la santé financière de l'UIT risque, dans le scénario à long terme, d'être compromise par les provisions pour l'assurance maladie. Toutefois, le passage au nouveau régime étant toujours en cours, cette étude devra être réalisée après le retrait de la CAPS et une fois que des données suffisantes seront disponibles dans le cadre de la CCAM, pas avant la fin 2016. Cette recommandation remplace les recommandations précédentes N° 6/2012 et 3/2013, qui sont considérées comme closes. | Il est pris note de cette recommandation. Une étude actuarielle complète sera réalisée conformément à la recommandation. | Conformément à la recommandation, une étude actuarielle complète sera réalisée à la fin de 2016, sur la base des données et des résultats fournis dans le cadre de la Convention collective d'assurance maladie. (CCAM).  **Mise à jour de fin janvier 2016:**  La nécessité de cette étude sera indiquée dans la principale étude de l'actuaire relative la norme IPSAS 25 (Rec 2/2014)  **Mise à jour de fin avril 2017:**  De nouveaux actuaires ont été désignés pour réaliser une évaluation actuarielle complète du régime d'assurance maladie. Les résultats de cette étude complète seront connus au milieu de l'année 2017. | **En cours** |

|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rec. 4/2014** | Etant donné que des mesures correctives sont nécessaires, ces leviers pourraient être pris en considération par le Conseil: nous recommandons à la direction de contrôler ces leviers pour garantir un financement par répartition et à long terme qui soit suffisant. | Le financement de l'assurance maladie suivant la méthode par répartition ainsi que du passif actuariel relatif à l'ASHI est extrêmement important pour l'Union et est suivi de près. Les leviers mentionnés ci-dessus ont été, entre autres, pris en compte lors de la planification du passage à la CCAM et de l'élaboration du budget pour la période 2014-2015, du plan financier pour la période 2016-2019 et du budget pour la période 2016-2017, qui seront présentés pendant la session de 2015 du Conseil. Le contrôle permanent des résultats de la CCAM, associé à une communication proactive régulière avec toutes les parties prenantes et à des ajustements et des décisions proposés en temps utile, permettra d'assurer le financement par répartition. | La direction assure le suivi de cette recommandation et contrôle attentivement les différents leviers afin de garantir la bonne santé financière de l'UIT.  **Mise à jour de fin avril 2017:**  La direction continue de contrôler attentivement ces leviers: elle les examinera et les ajustera en fonction des résultats de l'étude actuarielle complète réalisée à la fin de 2016. Chaque année, la direction de l'UIT fait le point de la situation en ce qui concerne les passifs de l'assurance-maladie après la cessation de service (ASHI). L'UIT continuera d'axer tous ses efforts sur la maîtrise des coûts avec le prestataire de services. Elle a proposé une augmentation du pourcentage des cotisations pour les affiliés à la CCAM et pour l'UIT dans le budget 2016–2017 afin de garantir le financement par répartition de l'assurance maladie. En outre, l'UIT continuera, dans la mesure du possible, d'alimenter la réserve du Fonds ASHI en fonction des excédents budgétaires. | En cours |

|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rec. 3/2012** | ***"Droit de superficie"***  Etant donné qu'il est important et dans l'intérêt de l'UIT de renouveler le "droit de superficie" qui lui est accordé par l'Etat de Genève depuis 1967, nous recommandons à la direction d'engager, dès que possible, des négociations sur ce sujet avec les autorités compétentes du pays hôte. | Le Conseiller juridique a pris contact dès janvier 2013 avec les autorités compétentes du pays hôte afin d'engager un processus de négociation. | Les autorités compétentes du pays hôte ont accueilli favorablement la demande de l'UIT dans son principe et confirmé leur intérêt ainsi que le fait que les décisions concernant le remplacement du bâtiment Varembé, toujours à l'étude, entraîneront de nouveaux développements.  La PP-14 a décidé de créer un Groupe de travail du Conseil qui, avec l'appui du Secrétariat, examinera la situation en ce qui concerne les locaux du siège de l'Union et continuera d'analyser les options qui auront été soumises ainsi que toute autre proposition soumise par les États Membres, en vue de procéder avec prudence en ce qui concerne la question à long terme des locaux, afin d'établir une recommandation à l'intention du Conseil. La première réunion de ce Groupe de travail du Conseil a eu lieu à Genève le 28 janvier 2015.  **Mise à jour de fin janvier 2016:**  Les travaux du GTC sur les options à long terme pour les locaux du siège de l'Union sont toujours en cours. Une deuxième réunion a eu lieu le 28 septembre 2015. | En cours |
|  |  |  | **Mise à jour de fin avril 2017:**  Par sa Décision 588, le Conseil a décidé de remplacer le bâtiment de Varembé de l'UIT par une nouvelle construction incluant aussi les bureaux et les installations du bâtiment de la Tour, en complément du bâtiment Montbrillant. Dans ce contexte, le "droit de superficie" dont jouit actuellement l'UIT et ce jusqu'en 2079 pour tous ses bâtiments devra être renégocié avec les autorités suisses. Toutefois, l'UIT a déjà obtenu certaines assurances des autorités suisses selon lesquelles les conditions actuellement accordées à l'UIT ne sauraient être revues à la baisse et le délai de 2079 ne sera en aucun cas remis en question. Un groupe de travail composé de représentants de l'UIT, du Canton de Genève (propriétaire du terrain) de la Confédération suisse et de la FIPOI sera constitué début 2017 et aura pour mission d'examiner spécifiquement la question du "droit de superficie". |  |

|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rec. 4/2012** | ***Comptabilisation de l'actif dans le registre***  […] nous avons effectué un inventaire physique des stocks de certaines catégories d'immobilisations corporelles, mobilier et équipements informatiques par exemple, et nous avons recherché leur trace dans les comptes. Nous avons constaté que les fonctionnaires responsables de l'UIT de la Division de la gestion des installations (Département de la gestion des ressources humaines) n'avaient pas retrouvé certains des actifs pendant l'inventaire physique des stocks en fin d'exercice (ce qui représente environ 0,73% de la valeur d'acquisition des actifs concernés). Nous n'ignorons pas que les contrôles effectués ont permis de retrouver une partie des actifs qui manquaient en fin d'exercice, mais nous recommandons à la direction de poursuivre ses recherches et de passer par pertes et profits les articles qui n'auront pas été retrouvés au cours de 2013. | Je vais charger le Département de la gestion des ressources financières de collaborer avec la Division de la gestion des installations pour qu'en 2013 les efforts se poursuivent et je ferai toute la lumière sur l'existence et le traitement des actifs qui n'ont pas été saisis lors de l'inventaire. | Le processus d'identification et de localisation et/ou passation par pertes et profits des actifs non retrouvés pendant l'inventaire a débuté les années passées et avance selon le plan.  **Fin 2014**, la valeur des actifs non retrouvés avait considérablement diminué (de 83%) par rapport à la valeur enregistrée en 2012.  **Mise à jour de fin janvier 2016:**  Le niveau d'identification des actifs non retrouvés sera connu avec le résultat de l'inventaire physique achevé le 31 décembre 2015.  **Mise à jour de fin avril 2017:**  La situation en ce qui concerne les actifs retrouvés était meilleure au 31 décembre 2016 par rapport à 2014 et aux années précédentes. Le même effort a été engagé au cours de l'année 2016. à titre de comparaison, la valeur des actifs non retrouvés au 31 décembre 2012 se chiffrait à. 392 744 CHF, contre 22 024 CHF le 31 décembre 2016. | En cours |

|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rec. 10/2012** | ***Numérisation des dossiers du personnel***  Bien que notre analyse de la correspondance des données introduites dans le système informatique avec les dossiers du personnel n'ait pas révélé d'écarts majeurs, nous recommandons à la Direction de commencer à évaluer le rapport coût-efficacité d'une numérisation des dossiers du personnel, non seulement pour éviter qu'un événement accidentel provoque la perte de données essentielles, mais aussi pour permettre une interface directe des dossiers du personnel avec SAP HR. | Je prends note de cette recommandation et vous informe que le HRMD étudie cette possibilité. | Le plan détaillé (DBBP) du système de numérisation des dossiers du personnel a été établi le 19 avril 2013.  Ce plan intègre le processus métier HRAD (Service E&B) et prévoit la mise en correspondance de la structure des dossiers du personnel (imprimés) des fonctionnaires. Le système est relié à SAP-ERP\_HCM.  **Mise à jour de fin janvier 2015**: La première phase de création de l'outil est achevée. Le système de numérisation des dossiers du personnel est désormais opérationnel. |  |

|  | Recommandation faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors de  la publication du rapport | Etat de la situation indiqué  par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  |  |  | La prochaine phase de l'exercice concernant la Division HRAD (Service E&B) se déroulera essentiellement autour de deux axes:  1) Réduction des anciens espaces de stockage (placards et répertoires informatisés) pour que les documents à archiver soient dirigés vers le nouveau système de numérisation.  2) Réduction du nombre de documents papier sur la base des méthodes de travail révisées (redondance, chevauchement, impression non nécessaire, etc…). Les documents papier ne seront jamais éliminés complétement car les documents originaux signés doivent être conservés pour des raisons juridiques et pour attester l'exactitude des renseignements enregistrés dans SAP‑ERP\_HCM. | En cours |
|  |  |  | **Mise à jour de fin janvier 2016:**  La numérisation est en cours. Le Département de la gestion des ressources humaines procède actuellement à un examen approfondi de toutes ses procédures et de tous les flux de document, en vue de créer une infrastructure électronique de gestion de l'information centralisée, structurée et sécurisée pour appuyer la fourniture de services de ressources humaines.  **Mise à jour de fin avril 2017:**  Le projet est toujours en cours. Comme prévu, un fonctionnaire du Département de la gestion des ressources humaines travaille actuellement à ce projet. |  |

Annexe II

Suivi des recommandations émises par le Contrôle fédéral des finances de la Confédération suisse (SFAO)

| Rapport | Recommandations faites par le Vérificateur suisse | Commentaires formulés  par le Secrétaire général lors  de la publication du rapport  du Vérificateur suisse | Etat de la situation indiqué par la direction de l'UIT en lien avec le rapport du Vérificateur suisse | Etat de la situation indiqué par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Rec. 2/2008**  **Rec. 3/2009** | Les opérations effectuées de manière manuelle en dehors de l'environnement SAP sont des sources d'erreurs et de dysfonctionnements et génèrent des tâches additionnelles pouvant ne pas être contenues dans le cahier des charges des collaborateurs concernés. Effectuées sans véritable suppléance, celles-ci occasionnent des retards dans l'exécution.  J'invite une nouvelle fois l'UIT à intégrer le plus rapidement possible l'outil de gestion de projet BCS dans le logiciel SAP. En conséquence, j'invite l'UIT:  – à se prononcer sur l'ouverture éventuelle dans le module Grant Management (GM) de tous les projets non opérationnellement et non financièrement clôturés de manière à permettre le calcul et la répartition corrects des intérêts de placements sur les projets;  – à mettre en œuvre les mesures de formation nécessaires à la bonne utilisation du nouvel environnement SAP dans le domaine de la coopération technique. | Les deux recommandations 1/2008 et 2/2009 sont étroitement liées. En 2011, le Département de la gestion des ressources financières, le Bureau de développement des télécommunications (BDT) et le Département des services informatiques ont entrepris une étude sur la nécessité ou non d'introduire une seconde comptabilité en USD, avec le concours des consultants. Les conclusions de cette étude ont abouti à la nécessité de renforcer les besoins en formation du module Grant Management (GM) afin d'utiliser au maximum les spécificités de ce module.  Des progrès ont été réalisés dans le domaine de la gestion administrative des projets. En effet, l'ensemble des projets pour lesquels aucun mouvement n'avait été constaté depuis plusieurs années ont été clos et les reliquats placés sur un compte d'attente (remboursement des donateurs, utilisation pour d'autres projets, etc.). Les donateurs sont contactés pour décider de l'utilisation ultérieure de ces fonds.  Concernant le système SAP GM, une étude ou une analyse des écarts a été effectuée en 2011 afin de déterminer les besoins de développement pour utiliser de manière optimale et adaptée ledit système. | Le système SAP Grant Management (GM) a été mis en place par l'UIT en janvier 2010 pour la gestion financière des projets de coopération technique. Les processus financiers y relatifs ont été examinés en 2011 et ces processus sont en train d'être optimisés tandis que les utilisateurs bénéficient d'une nouvelle formation. | Ce processus est toujours en cours en raison de contraintes budgétaires.  **Mise à jour de fin janvier 2016:**  En raison de contraintes budgétaires au BDT, l'optimisation de ce processus est reportée.  **Mise à jour de fin mars 2017:**  La situation en ce qui concerne le système SAP Grant Management (GM) a été réexaminée pendant l'année 2016 et dans ce cadre on a pu identifier des domaines dans lesquels des améliorations devront être apportées. Il a été décidé de mettre en place un plan d'action pour garantir la bonne mise en œuvre des améliorations du module SAP-GM.  Compte tenu du fait que tous les projets UIT ont maintenant été introduits dans le module SAP-GM et que toutes les fonctionnalités nécessaires ont été mises en place et activées, il est proposé de considérer que cette recommandation a été mise en œuvre et, par conséquent, est close. | Clos |

Annexe III

Suivi des suggestions de nos rapports précédents

|  | Suggestion faite par la Cour des comptes italienne | Commentaires formulés par le Secrétaire général lors de la publication du rapport | Etat de la situation indiqué par la direction de l'UIT | Etat des mesures prises par la direction selon l'évaluation de la Cour des comptes italienne |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Suggestion 1/2015** | ***Actifs de faible valeur***  Nous suggérons que la gestion des actifs en ce qui concerne les cessions et les dons soit encore améliorée, en particulièrement moyennant l'optimisation des procédures, par exemple en créant une commission ad hoc. Il pourrait en outre être utile d'envisager, sous réserve d'une évaluation coût-avantage, la possibilité d'échanger des actifs entre les départements et les bureaux régionaux, avant de décider d'acheter un nouvel article. | Le secrétariat étudiera le niveau de faisabilité de cette suggestion et examinera plusieurs options, comme la création d'une commission interne, la mise en place d'un flux de travail électronique ou de processus internes équivalents. | **Mise à jour de fin avril 2017:**  En collaboration avec le Département des services informatiques et les utilisateurs, des vérifications approfondies ont été réalisées pendant une grande partie de l'année 2016 pour mettre à jour les documents comptables et effectuer les suppressions nécessaires.  Des efforts sont également engagés pour encourager l'échange et le prêt d'actifs au sein des départements et des secteurs. | En cours |
| **Suggestion 2/2015** | ***Accords de pays hôte pour les bureaux hors siège***  Nous suggérons par conséquent à la direction de l'UIT de continuer à revoir les accords de pays hôte en vigueur, en vue d'officialiser les "pratiques acceptées" et les conditions prévues dans le cadre des accords de pays hôte, afin de renforcer le rôle de l'Union et de protéger ses actifs. | La suggestion N°2 est légitime et, dans la pratique, sa mise en œuvre est en cours depuis plusieurs années et se poursuivra dans l'avenir.  Ainsi, un accord particulier pour le bureau de zone du Honduras, pour lequel il n'existait pas d'accord concret, a été conclu en 2013.  De même, un accord formel devrait être signé très prochainement pour le bureau de zone d'Indonésie (pour lequel il n'existe actuellement aucun accord formel); le projet d'accord a reçu l'accord de principe des deux parties, à l'exception d'un paragraphe qui est en suspens en raison de consultations internes au sein du Gouvernement de l'Indonésie. Une révision de l'accord de pays hôte actuellement en vigueur pour le bureau régional de Bangkok pourrait également être achevée sous peu. Enfin, des négociations relatives à la conclusion d'un accord de pays hôte pour le bureau de zone du Chili sont également en cours.  L'objectif des négociations en cours concernant les bureaux hors siège pour lesquels il n'existe pas d'accord officiel de pays hôte, est de codifier la pratique existante dans le cadre d'un accord avec les pays hôtes concernés. | **Mise à jour de fin avril 2017:**  Après huit années de négociations, un accord en bonne et due forme a été signé en avril 2017 pour le Bureau de zone pour l'Indonésie (pour lequel il n'y avait pas d'accord en bonne et due forme). La révision de l'accord de pays hôte actuellement en vigueur pour le bureau régional de Bangkok pourrait elle aussi être bientôt finalisée. Enfin, les négociations pour la conclusion d'un accord de pays hôte concernant le bureau de zone ou Chili sont en cours. | En cours |
| **Suggestion 1/2014** | ***Actifs de faible valeur***  A cet égard, nous suggérons à la direction d'envisager de revoir le seuil des actifs de faible valeur et, en particulier, de spécifier les différentes catégories d'actifs et les amortissements correspondants en fonction de la durée d'utilité. | Cette suggestion sera examinée afin d'analyser l'incidence de l'introduction de seuils différenciés en fonction de la catégorie d'immobilisations. Il est à noter que le montant de 15,2 millions CHF représente le montant cumulatif des actifs de faible valeur pris en compte dans le modèle des immobilisations depuis l'introduction des normes IPSAS (y compris le solde avant la mise en œuvre des normes IPSAS). | La mise en œuvre de cette suggestion est en cours d'évaluation.  **Mise à jour de fin avril 2017:**  La décision sera prise en fonction des résultats de l'examen des incidences comptables qui sont en cours d'examen. | En cours |
| **Suggestion 3/2014** | Nous suggérons à la direction, au besoin, de définir un ensemble complet de leviers et de sous‑leviers, et d'utiliser les leviers les plus pertinents pour suivre efficacement la situation relative à l'ASHI et remédier aux problèmes. | Le suivi relatif à la CCAM a actuellement pour objet de pouvoir déterminer rapidement les ajustements à apporter pour assurer le financement par répartition. Les leviers mentionnés ci‑dessus sont pris en compte afin de déterminer les ajustements pertinents. Les engagements au titre de l'ASHI seront financés en fonction des ressources disponibles à long terme compte tenu des contraintes budgétaires. | La direction suit cette suggestion; dès que l'étude actuarielle complète sera achevée, ses résultats seront examinés en vue de définir des leviers adaptés afin de remédier efficacement aux problèmes liés à l'ASHI.  **Mise à jour de fin avril 2017:**  Les résultats de l'étude actuarielle complète seront connus au milieu de l'année 2017. En fonction des résultats de cette étude, la direction définira les leviers à utiliser pour suivre concrètement et efficacement l'évolution de la situation de l'ASHI; | En cours |
| **Suggestion 7/2014** | Nous suggérons à la direction d'analyser les répercussions en termes de perte de compétences utiles que la rotation rapide du personnel et les départs à la retraite prévus pourraient entraîner, et de définir des priorités stratégiques pour les futurs besoins de personnel à moyen terme. | La direction prend note de cette suggestion. En outre, une politique concernant le recours à des prestataires au bénéfice de contrats d'engagement spéciaux doit être adoptée afin de veiller à ce que ce type d'engagement soit utilisé de manière appropriée et dans le meilleur intérêt de l'Union. | a) L'adoption d'une politique concernant le recours à des prestataires au bénéfice de contrats d'engagement spéciaux (SSA) est toujours en cours. Cette nouvelle politique comprendra les éléments suivants:  – Définition révisée du prestataire au bénéfice d'un contrat SSA.  – Identification des différentes catégories de tâches pouvant faire l'objet d'un contrat SSA, compte tenu de la dimension essentielle/non essentielle des fonctions, des tâches liées aux projets et du niveau élevé des compétences requises pour des activités de recherche précises.  – Mise en place d'un processus de recrutement unique pour l'ensemble de l'Union.  – Définition d'un barème et de fourchettes de traitement couvrant différents besoins.  – Lignes directrices claires concernant le calendrier de fourniture.  – Lignes directrices claires concernant la durée, avec des restrictions et des conditions applicables à la prolongation et à la reconduction de ce type d'engagements. | En cours |
|  |  |  | – Redéfinition des prestations sociales et autres droits associés (frais de déplacement, indemnité journalière de subsistance pour les non-locaux, etc.).  – Définition d'un outil d'évaluation du produit fourni.  b) Il est en outre important de noter que le travail accompli par les stagiaires et les prestataires au bénéfice de contrats SSA est supervisé par des fonctionnaires nommés, afin d'aider à préserver les compétences institutionnelles.  **Mise à jour de fin avril 2017:**  Un projet a été élaboré; il est soumis au Conseil, à sa session de 2017, pour information, dans l'attente de son examen dans le cadre de la procédure normale de consultation interne. |  |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_